



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL



30 JUIN 2018

SOMMAIRE

1. PERSONNES RESPONSABLES	2
2. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	4
3. ACTIONS ET ACTIONNARIAT	19
4. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2018	22
5. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE	66

1.PERSONNES RESPONSABLES

1.1. RESPONSABLE DU DOCUMENT

Michèle Lesieur, Directrice Générale

Adresse : 510, rue René Descartes, Les Jardins de la Duranne Bât E et Bât F, 13857 Aix-en-Provence

Courriel : michele.lesieur@supersonicimagine.com

1.2. ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Aix-en-Provence, le 11 septembre 2018

Michèle Lesieur
Directrice Générale

1.3. RESPONSABLE DE L'INFORMATION FINANCIERE

Madame Elisabeth Winter

Vice-président exécutif et Directeur administratif et financier

Adresse : 510, rue René Descartes, Les Jardins de la Duranne Bât E et Bât F, 13857 Aix-en-Provence

Téléphone : +33 6 61 45 69 17

Télécopie : +33 483 075 167

Courriel : elisabeth.winter@supersonicimagine.com

2. RAPPORT D'ACTIVITE

SEMESTRIEL

2.1. PRESENTATION DU GROUPE	5
2.2. FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE	6
2.3. ANALYSE DE L'ACTIVITE	7
2.4. PARTIES LIEES ET ENGAGEMENTS HORS BILAN	17
2.5. ÉVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	17
2.6. PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES	18
2.7. TENDANCES ET PERSPECTIVES	18

2.1. PRESENTATION DU GROUPE

2.1.1. Informations concernant la société

Le groupe SuperSonic Imagine est spécialisé dans la recherche et le développement, ainsi que la commercialisation, de systèmes d'imagerie médicale ultrasonore.

En 2009, il a mis sur le marché un échographe de 3^{ème} génération : l'Aixplorer®, doté d'une architecture radicalement nouvelle puisqu'entièrement logicielle, intégrant plusieurs innovations technologiques. Il a pour cela développé les logiciels liés (qui font partie intégrante de l'échographe Aixplorer®), permettant de diagnostiquer en temps réel les pathologies mammaires, de la thyroïde, de la prostate, du foie, des muscles et tendons et de l'abdomen par la mesure de l'élasticité des tissus (l'élastographie).

Le groupe est titulaire ou cotitulaire de nombreux brevets développés en propre, acquis, ou dans le cadre de contrats de licence.

Le groupe sous-traite la production des échographes qu'il commercialise.

L'adresse du siège, périmètre du Groupe et numéros d'enregistrements légaux sont mentionnés en note 1.1 des États financiers consolidés semestriels résumés présentés au chapitre 4 du présent rapport.

La société est cotée sur Euronext Paris depuis avril 2014. Les actions sont admises à la négociation sous le code ISIN FR0010526814 et le mnémonique SSI.



2.1.2. Présentation générale

La présentation de la Société et du Groupe est détaillée dans le Document de Référence 2017 disponible sur le site internet de la société dans la section Investisseurs, au chapitre 6.2. Ce document de référence a été déposé auprès de l'AMF le 27 avril 2018.

2.2. FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

2.2.1. Sur la gouvernance d'entreprise

Lors de l'assemblée générale du 28 mai 2018, le mode de gouvernance de la société SuperSonic Imagine a été modifié. La société est désormais administrée par un conseil d'administration en lieu et place du directoire et du conseil de surveillance.

Le conseil d'administration est composé de six administrateurs anciennement membres du conseil de surveillance : M. Michaël Brock, Mme Alexia Perouse, Mme Sabine Lochmann, Mérieux Participations représenté par M. Thierry Chignon, Bpifrance Investissement représenté par M. Philippe Boucheron, et de M. Guy Frija.

Le conseil d'administration est présidé par M. Michaël Brock.

La Direction générale de la société est assurée par Michèle Lesieur en qualité de Directrice Générale.

2.3. ANALYSE DE L'ACTIVITE

2.3.1. Le compte de résultat

Le compte de résultat de la période se résume comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30-juin-18	30 juin 2017*
Chiffre d'affaires	11 180	10 292
Autres revenus	0	0
Revenus	11 180	10 292
Coût des ventes	(6 619)	(5 556)
Marge brute	4 561	4 736
Marge brute sur chiffre d'affaires⁽¹⁾	4 561	4 736
Taux de marge brute en % du chiffre d'affaires⁽²⁾	40,80%	46,00%
Frais de recherche et développement	(1 597)	(1 955)
Frais commerciaux et de marketing	(5 322)	(5 339)
Frais généraux et administratifs	(2 408)	(2 530)
Frais Opérations	(700)	(762)
Autres produits / (charges) opérationnels	91	69
Résultat opérationnel courant	(5 374)	(5 780)

EBITDA⁽³⁾	(3 735)	(4 399)
Autres produits / (charges) opérationnels non courants	(827)	-
Résultat opérationnel	(6 202)	(5 780)
Produits financiers	29	(2)
Charges financières	(952)	(1 598)
Résultat financier	(923)	(1 599)
Résultat avant impôts	(7 125)	(7 380)
Charge d'impôts sur le résultat	(55)	(11)
Résultat net	(7 179)	(7 391)

⁽¹⁾ Marge brute sur chiffre d'affaires = Chiffre d'affaires – Coûts des ventes

⁽²⁾ Taux de marge brute sur chiffre d'affaires = marge brute sur chiffre d'affaires / chiffre d'affaires

⁽³⁾ EBITDA = Résultat opérationnel courant retraité des taxes et des amortissements et provisions. (voir note 2.7)

*Des reclassements de présentation ont été apportés au compte de résultat. Ainsi, le compte de résultat présenté ci-dessus au 30 juin 2017 de même que les annexes associées sont différents de ceux publiés au 30 juin 2017. Ces reclassements sont détaillés en note 21 de l'annexe semestrielle.

2.3.2. Chiffre d'affaires et autres revenus de l'activité

En milliers d'euros	30 juin 2018	30 juin 2017	Var. Montant	Var. %
1er trimestre	5 030	4 527	503	11%
2ème trimestre	6 150	5 764	386	7%
Chiffre d'affaires - 1^{er} Semestre -	11 180	10 292	888	9%
Autres revenus	-	-	-	0%
Revenus totaux	11 180	10 292	888	9%

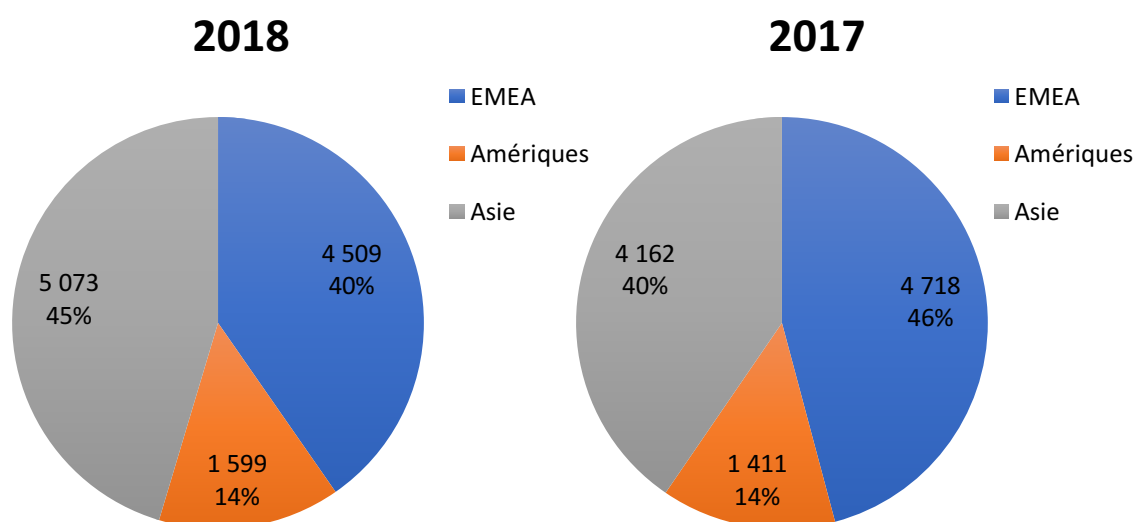
Le véritable indicateur de notre activité est le chiffre d'affaires résultant des ventes de produits et de services.

SuperSonic Imagine a réalisé un chiffre d'affaires de 11,2 M€ sur le 1^{er} semestre 2018, en croissance de +9% (+15% à devises constantes). Les ventes de produits atteignent 9,5 M€, soit une croissance de +5% (+11% à devises constantes) tandis que les ventes de Services progressent de +34% à 1,7 M€ (+40% à devises constantes).

2.3.2.1. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES VENTES

En milliers d'euros	30 juin 2018	%	30 juin 2017	%
EMEA	4 509	40%	4 718	46%
Amériques	1 599	14%	1 411	14%
Asie	5 073	45%	4 162	40%
Total	11 180	100%	10 292	100%

La part de l'Asie continue de progresser, essentiellement grâce à la croissance des ventes en Chine.



Sur le semestre, à devises constantes, la Chine poursuit sa très forte progression (+51%), suivie par les Etats-Unis (+23%). Au global, les ventes en Asie et Amériques progressent de +34% et +24% à devises constantes. La zone EMEA recule de 4% du fait de la baisse temporaire des ventes constatée en France. Hors France, la zone EMEA affiche une forte croissance de +22% sur le semestre.

2.3.2.2. CHIFFRE D'AFFAIRES PAR PRODUITS - SERVICES

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	%	30 juin 2017	%
Ventes de biens	9 487	85%	9 030	88%
Ventes de services	1 693	15%	1 262	12%
Total	11 180	100%	10 292	100%

Les ventes de produits atteignent 9,5 millions d'euros, soit une croissance de +5% (+11% à devises constantes), tandis que les ventes de services progressent de +34% à 1,7 millions d'euros (+40% à devises constantes).

2.3.2.3. CHIFFRE D'AFFAIRES PAR CANAL DE VENTE

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	%	30 juin 2017	%
Direct	7 394	66%	7 081	69%
Distributeurs	3 786	34%	3 211	31%
Total	11 180	100%	10 292	100%

La part des ventes directes s'élève à 66 % du chiffre d'affaires en 2018 avec 7,4 millions d'euros. Les ventes indirectes représentent 34 % du chiffre d'affaires, soit 3,8 millions d'euros.

2.3.2.4. COUT DES VENTES ET MARGE BRUTE

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	30 juin 2017
Chiffre d'affaires Produits	9 487	9 030
Chiffre d'affaires Services	1 693	1 262
Autres revenus	0	0
Revenus totaux	11 180	10 292
Coût des ventes	(6 619)	(5 556)
Marge brute sur revenu total	4 561	4 736
<i>Taux de marge brute en % du revenu total</i>	<i>40,8%</i>	<i>46,0%</i>
Marge brute sur chiffre d'affaires	4 561	4 736
<i>Taux de marge brute en % du chiffre d'affaires</i>	<i>40,8%</i>	<i>46,0%</i>
Dont coût des ventes d'équipements	5 496	4 708
Marge brute des ventes d'équipements	3 991	4 322
<i>Taux de marge brute en % du chiffre d'affaires produits</i>	<i>42,1%</i>	<i>47,9%</i>
Dont coût de l'activité de services	1 123	847
Marge brute activité de services	570	414
<i>Taux de marge brute en % du chiffre d'affaires services</i>	<i>33,7%</i>	<i>32,8%</i>

Au 1^{er} semestre 2018, le groupe n'a pas enregistré de chiffre sur les Autres revenus. Ainsi la marge brute sur chiffre d'affaires est égale à la marge brute sur revenu total.

La marge brute s'élève à 4,6 M€ (4,7 M€ en S1 2017) et représente 40,8% du chiffre d'affaires, soit une diminution de -5,2 points au cours du premier semestre 2018.

Hors effet de change, le taux de marge brute sur chiffre d'affaires diminue de -3,2 points ; pour moitié dû à une adaptation de nos prix de ventes pour accompagner la période de transition entre l'ancienne plateforme et la nouvelle, et pour moitié à des ajustements des provisions stock sur la plateforme actuelle en lien avec l'introduction d'Aixplorer Mach®30, il s'agit donc d'effets conjoncturels.

Il convient d'analyser la marge brute sur chiffre d'affaires de chacune des deux activités du groupe, à savoir la commercialisation d'équipements (Aixplorer®) et les services associés.

Le **taux de marge brute du chiffre d'affaires vente d'équipements** diminue de 5,8 points à 42,1 % sur le premier semestre 2018 contre 47,9 % sur le premier semestre 2017.

Le **taux de marge brute des activités de service** augmente de 0,9 points à 33,7 % sur le premier semestre 2018, vs 32,8 % sur la même période en 2017.

2.3.2.5. CHARGES OPERATIONNELLES ET RESULTAT OPERATIONNEL

Les dépenses opérationnelles des semestres comparés s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	30 juin 2017*
Frais commerciaux et de marketing	5 322	5 339
Frais de recherche et développement	1 597	1 955
Frais généraux et administratifs	2 408	2 530
Frais Opérations	700	762
Autres produits / (charges) opérationnels	(91)	(69)
Charges opérationnelles courantes	9 936	10 516

Au cours du premier semestre 2018, les charges opérationnelles sont en baisse de 6%, à -9,9 M€ (vs. -10,5 M€ en 2017). Le poids des charges opérationnelles sur le chiffre d'affaires s'améliore de 13 points à 89% contre 102% sur la même période en 2017, soit une diminution de -0,6 M€, grâce à une maîtrise des coûts.

*Des reclassements de présentation ont été apportés au compte de résultat. Ainsi, le compte de résultat présenté ci- dessus au 30 juin 2017 de même que les annexes associées sont différents de ceux publiés au 30 juin 2017. Ces reclassements sont détaillés en note 21 de l'annexe semestrielle.

2.3.2.6. FRAIS COMMERCIAUX ET MARKETING

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	30 juin 2017*
Personnel	2 847	2 584
Honoraires, Services extérieurs	785	954
Frais de voyage et d'animation	1 137	1 181
Dotations aux provisions et amortissements	247	219
Autres	307	401
Total	5 322	5 339

Les frais commerciaux et marketing sont stables à 5,3 millions d'euros. On observe une diminution du poids des frais commerciaux et de marketing en pourcentage du chiffre d'affaires avec 48 % au premier semestre 2018 contre 52 % au premier semestre 2017.

2.3.2.7. FRAIS OPERATIONS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	30 juin 2017*
Personnel	533	522
Honoraires, Services extérieurs	31	56
Frais de voyage et d'animation	19	34
Dotations aux provisions et amortissements	33	46
Autres	84	104
Total	700	762

Les frais opérations sont en baisse de 8% à 0,7 millions d'euros. Les frais Opérations s'améliorent en pourcentage du chiffre d'affaires avec 6 % au premier semestre 2018 contre 7 % au premier semestre 2017.

2.3.2.8. FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

La majorité des dépenses R&D sont immobilisées dans la mesure où elles remplissent les critères IAS 38. Il convient donc d'analyser séparément les dépenses de R&D engagées (quel que soit le traitement comptable – charge ou immobilisation), et les dépenses maintenues en charges (dépenses engagées minorées des montants immobilisés).

Les dépenses engagées totales, se détaillent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	30 juin 2017*
Dépenses engagées	4 151	5 107
Subventions et CIR	(977)	(1 121)
Total dépenses engagées	3 174	3 986

Comme prévu, du fait de la fin du programme de développement de notre nouvelle plateforme, les dépenses engagées en recherche et développement sont en diminution avec 4,2 millions d'euros dépensés en S1 2018 (soit 37 % du chiffre d'affaires) et 5,1 millions d'euros en S1 2017 (50 % du chiffre d'affaires).

La société bénéficie de subventions et de crédits d'impôt (crédit d'impôt recherche, crédit d'impôt innovation, crédit d'impôt compétitive emploi), venant réduire les charges de recherche et développement. Le crédit d'impôt recherche représente l'immense majorité des crédits d'impôt obtenus et est calculé sur la base des dépenses liées à la R&D.

Sur les périodes comparées, le CIR comptabilisé par la société est égal à 0,9 milliers d'euros au titre de S1 2018 et à 1 million d'euros au titre de S1 2017.

Les montants immobilisés, principalement composés de frais de personnel, sont inhérents aux développements successifs des versions d'Aixplorer V3 à Ultimate, ainsi qu'à la nouvelle génération d'échographe. La part capitalisée en immobilisations incorporelles s'est élevée respectivement à 1,6 milliers d'euros en S1 2018 et 2,1 milliers d'euros en S1 2017.

Les charges de R&D (soit les dépenses nettes, après immobilisation), se présentent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	30 juin 2017*
Charges de R&D	1 672	2 032
Subventions et CIR	(75)	(77)
Total charges de R&D maintenues en résultat	1 597	1 955

2.3.2.9. FRAIS GENERAUX ET ADMINISTRATIFS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	30 juin 2017*
Personnel	1 334	1 363
Honoraires, Services extérieurs	785	805
Frais de voyage et d'animation	89	30
Dotations aux provisions et amortissements	274	110
Autres	-74	222
Total	2 408	2 530

Les frais généraux sont en baisse de 5% à 2,4 millions d'euros. Les frais généraux et administratifs s'améliorent en pourcentage du chiffre d'affaires avec 22 % au premier semestre 2018 contre 25 % au premier semestre 2017.

2.3.2.10. RESULTAT OPERATIONNEL COURANT ET NON COURANT

<i>En milliers d'euros</i>	30 Juin 2018	30 juin 2017
Résultat opérationnel courant	(5 374)	(5 780)
Autres produits / (charges) opérationnels non courants	(827)	
Résultat opérationnel	(6 202)	(5 780)

Au 30 juin 2018, le résultat opérationnel courant progresse de +0,4 M€, à -5,4 M€ (vs. -5,8 M€ au premier semestre 2017). Au 1er semestre 2018, les pertes opérationnelles représentent 48% du chiffre d'affaires, en nette amélioration par rapport au 1er semestre 2017 (56%).

Le résultat opérationnel est impacté par une charge exceptionnelle liée, notamment, aux frais externes engagés dans le cadre du litige décrit en note 33 des états financiers consolidés semestriels présentés ci-après.

2.3.2.11. L'EBITDA

En milliers d'euros	30 Juin 2018	30 juin 2017
EBITDA	(3 735)	(4 399)

Au total, l'EBITDA¹ s'améliore de 15%, soit une progression de +0,7 M€, pour une perte s'élevant à -3,7 M€ au 30 juin 2018, contre une perte de -4,4 M€ en juin 2017.

2.3.2.12. LE RESULTAT FINANCIER

En milliers d'euros	30 juin 2018	30 juin 2017
Résultat financier	(923)	(1 599)

Le résultat financier s'améliore de 676 milliers d'euros pour :

- + 283 milliers d'euros de diminution des intérêts financiers dont :
 - +717 milliers d'euros dus au remboursement anticipé de l'emprunt Norgine au cours du premier semestre 2017, sans impact sur l'exercice 2018
 - -434 milliers d'euros, liés principalement à l'emprunt Kreos souscrit en mars 2017.
- + 390 milliers d'euros d'amélioration du résultat de change.

2.3.2.13. RESULTAT NET

Le résultat net de la période présente une perte de 7,2 millions d'euros au premier semestre 2018 contre une perte de 7,4 millions d'euros sur le premier semestre 2017.

Cette amélioration de 212 milliers d'euros s'explique principalement par :

- +0,4 milliers d'euros suite à l'amélioration du résultat opérationnel courant
- -0,8 milliers d'euros de charges opérationnelles non courantes
- +0,7 milliers d'euros d'amélioration du résultat financier.

* L'EBITDA au 30 juin 2018 correspond au résultat opérationnel courant, soit -5,4 millions d'euros, retraits des taxes de -219 milliers d'euros et des amortissements et provisions de -1,4 millions d'euros. L'EBITDA au 30 juin 2018 totalise ainsi -3,7 millions d'euros.

* L'EBITDA au 30 juin 2017 correspond au résultat opérationnel courant, soit -5,8 millions d'euros, retraits des taxes de -199 milliers d'euros et des amortissements et provisions de -1,2 millions d'euros. L'EBITDA au 30 juin 2017 totalise ainsi -4,4 millions d'euros.

2.3.3. Le bilan

Le bilan se résume ainsi :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	31 déc. 2017
Total des actifs non courants	20 864	19 035
Total des actifs courants	28 728	37 148
<i>dont trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	8 720	19 017
Total de l'actif	49 592	56 183
<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	31 déc. 2017
Total des capitaux propres	18 758	25 591
Total des passifs non courants	11 622	12 682
Total des passifs courants	19 212	17 910
Total du passif et des capitaux propres	49 592	56 183

2.3.3.1. LES ACTIFS NON COURANTS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	31 déc. 2017
Immobilisations incorporelles	14 976	14 158
Immobilisations corporelles	4 876	4 443
Droits d'utilisation d'actifs corporels au titre des contrats de location	610	-
Autres actifs non courants	401	434
Total des actifs non courants	20 864	19 035

La hausse des actifs non courants s'élève à 1,8 M€ nette des dotations et amortissements de la période, et s'explique par l'augmentation des immobilisations corporelles (+0,4 m €) et incorporelles (+0,8m€), investissements liés au développement de la nouvelle plateforme, ainsi que par l'impact de la nouvelle norme IFRS16 sur la comptabilisation des contrats de locations. (+0.6 M€).

2.3.3.2. LES ACTIFS COURANTS HORS TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	31 déc. 2017
Stocks	6 263	5 037
Clients et comptes rattachés	8 439	8 680
Autres actifs courants	5 306	4 414
Total des actifs courants	20 008	18 131

Les actifs courants augmentent de 1,9 millions d'euros expliqués par :

- + 1,2 M€ d'augmentation du niveau de stock net
- - 0,2 M€ de baisse du poste clients
- + 0,9 M€ d'augmentation des autres actifs courants correspondant principalement au crédit d'impôt recherche de la période

2.3.3.3. LA TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

En milliers d'euros	30 juin 2018	31 déc. 2017
Disponibilités	8 711	19 009
Valeurs mobilières de placement	8	8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8 720	19 017

La trésorerie au 30 juin 2018 s'élève à 8,7 M€ contre 19 M€ au 31 décembre 2017.
Le détail de la consommation de la trésorerie est repris dans la section suivante 2.3.4.

2.3.3.4. LES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	30 juin 2018	31 déc. 2017
Capital	2 342	2 321
Primes d'émission	19 366	29 551
Réserves consolidées	4 229	5 966
Résultat	(7 179)	(12 247)
Total des capitaux propres	18 758	25 591

Les réserves consolidées sont impactées sur la période essentiellement par l'affectation du résultat 2017 et par imputation des reports à nouveau en prime d'émission.

2.3.3.5. LES PASSIFS NON COURANTS

En milliers d'euros	30 juin 2018	31 déc. 2017
Dettes financières – Part long terme	9 960	11 294
Engagements de retraite	523	481
Provisions et autres passifs non courants	920	907
Passifs locatifs non courants	219	-
Total des passifs non courants	11 622	12 682

Les passifs non courants diminuent de 1 M€ expliqués principalement par la diminution des dettes à long terme due à la baisse de la part long terme du prêt accordé par Kreos (-1,3M) ainsi qu'à la mise en place de la nouvelle norme IFRS16 (+0,2M).

2.3.3.6. LES PASSIFS COURANTS

En milliers d'euros	30 juin 2018	31 déc. 2017
Dettes financières – Part court terme	9 279	7 034
Fournisseurs et dettes rattachées	5 244	5 226
Provisions et autres passifs courants	4 272	5 650
Passifs locatifs courants	417	-
Total des passifs courants	19 212	17 910

Les passifs courants augmentent de 1,2 M€, expliqués par :

- + 2,2 M€ d'augmentation de la dette financière qui s'explique principalement par :
 - ✓ + 1 M€ du financement des créances clients par un contrat de factoring ;
 - ✓ +0,6 M€ de part court terme du prêt accordé par Kreos ;

- ✓ +0,6 M€ de variation sur les financements court terme, principalement le préfinancement du CIR de la période S1 2018.
- - 1,3 M€ de diminution des Autres passifs courants ;
- + 0,4 M€ de hausse des passifs locatifs courants suite à la mise en place de la norme IFRS16

2.3.4. Les flux de trésorerie

Les principales variations de trésorerie sur les premiers semestres 2018 et 2017 se décomposent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	30 juin 2017
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	(6 629)	(3 428)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(3 517)	(3 962)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(231)	16 833
Variation de trésorerie nette	(10 377)	9 443
Trésorerie à l'ouverture	19 017	11 250
Libération de trésorerie nantie qui était classé en Actifs non courants		2 000
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie	81	(306)
Trésorerie à la clôture	8 720	22 387

2.3.4.1. LES FLUX OPERATIONNELS

La consommation de trésorerie liée aux activités opérationnelles se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	30 juin 2017
Résultat net	(7 179)	(7 391)
Flux de trésorerie liés à l'activité opérationnelle, avant variation du BFR	(4 429)	(4 717)
Stocks	(1 226)	(297)
Clients et comptes rattachés	117	1 532
Autres créances	(27)	(174)
Crédit d'impôt recherche et subventions d'exploitation	29	(3)
Fournisseurs et autres passifs	(1 094)	249
Impôts sur le résultat payés		(19)
Variations du besoin en fonds de roulement	(2 200)	1 289
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	(6 629)	(3 428)

La consommation de trésorerie augmente de 3,2 millions d'euro entre S1 2018 et S1 2017. Cette variation provient essentiellement du BFR, avec notamment un impact dû :

- aux « stocks » avec la préparation de la commercialisation de la nouvelle plateforme (2 gammes de produits en parallèle et approvisionnement des pièces détachées de ce nouveau produit) ;
- au poste « clients et comptes rattachés », du fait de la forte amélioration de ce poste en S1 2017. Notons que le poids des créances clients rapportées au chiffre d'affaires est stable entre le 30 juin 2017 et le 30 juin 2018 ;
- au poste « fournisseurs et autres passifs », du fait d'une nouvelle charge fiscale en Chine et du gel des bonus au titre de 2016 qui a impacté favorablement S1 2017.

2.3.4.2. LES FLUX D'INVESTISSEMENTS

La consommation de trésorerie liée aux activités d'investissement se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	30 juin 2017
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(700)	(836)
Acquisitions et production d'immobilisations incorporelles	(2 850)	(3 090)
Encaissement de crédit impôt recherche alloué aux frais de développement	-	-
Encaissements / décaissements d'immobilisations financières	33	(36)
Produits d'intérêts encaissés et plus-value de cessions d'instruments de trésorerie	-	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(3 517)	(3 962)

La diminution de la consommation de trésorerie liée aux investissements découle de la baisse des investissements en recherche et développement.

2.3.4.3. LES FLUX DE FINANCEMENTS

La consommation de trésorerie liée aux activités de financement se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	30 juin 2017
Produits des opérations sur le capital	31	11 507
Frais liés aux augmentations de capital	28	(750)
Décaissement au titre des passifs locatifs	(213)	
Souscription de dettes financières	2 375	12 325
Remboursements de dettes financières	(1 657)	(5 215)
Intérêts décaissés	(759)	(985)
Acquisitions/cession d'actions auto-détenues	(36)	(49)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(231)	16 833

La forte variation entre les deux semestres s'explique principalement par le refinancement de la société en S1 2017.

2.4. PARTIES LIEES ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les informations relatives aux engagements hors bilan et aux parties liées sont décrites dans les notes 34 et 35 des notes aux états financiers consolidés semestriels présentés ci-après.

2.5. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLOTURE

Après l'obtention de l'homologation par la FDA de sa nouvelle plateforme AixPlorer Mach30 en juin 2018, la société a obtenu le marquage en juillet 2018. Le troisième trimestre verra la montée en charge industrielle et commerciale de ce produit.

2.6. PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Les principaux risques et incertitudes n'ont pas évolué de manière significative par rapport à ceux décrits dans le chapitre 4 du document de référence 2017 déposé auprès de l'AMF le 27 avril 2018 et disponible sur le site internet de la société.

À l'exception des éléments décrits dans ce rapport financier, le groupe n'a relevé aucune évolution significative des risques et incertitudes inhérents aux marchés sur lesquels intervient le groupe, à son activité ou son organisation.

2.7. TENDANCES ET PERSPECTIVES

Le groupe poursuit le développement des fonctionnalités associées à sa plateforme ultrarapide Aixplorer pour faire de Supersonic Imagine un standard dans les parcours de soins non invasifs des maladies du sein et du foie.

Le groupe a fait le lancement Marketing de sa nouvelle plateforme Aixplorer Mach 30 pour laquelle il obtenu le 510K FDA en Juin 2018 et le marquage CE en Juillet 2018. Il va maintenant entrer dans la montée en charge industrielle et commerciale de cette nouvelle plateforme.

Aixplorer Mach 30 permettra de rationaliser son coût produit car elle sera déclinable à la fois sur le plan gamme et applicatif, de renforcer la fiabilité du produit, de faciliter la connectivité pour la maintenance à distance et de futures applications big data.

Parallèlement, le groupe prévoit de continuer à investir prioritairement dans des équipes commerciales sur ses 3 grands marchés (Chine, Etats-Unis et France) tout en continuant à se développer dans les autres régions du monde au travers de distributeurs.

Depuis 3 ans maintenant, nous avons recentré la stratégie de l'entreprise sur 2 axes principaux :

- Clinique : imagerie du foie et du sein
- Géographique : vente directe en France, Chine et USA

Les objectifs du groupe n'ont pas évolué par rapport à ceux décrits dans le chapitre 12 du document de référence 2017 déposé auprès de l'AMF le 27 avril 2018 et disponible sur le site internet de la société.

3.ACTIONS ET ACTIONNARIAT

3.1.INFORMATIONS SUR L’ACTIONNARIAT 20

3.2.INFORMATIONS SUR LE TITRE 20

3.1. INFORMATIONS SUR L'ACTIONNARIAT

La répartition du capital au 30 juin 2018 est comme suit :

Au 30 juin 2018					Au 31 déc 2017			
	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote	% des droits de vote
Direction et employés	354 830	1,5%	354 830	1,5%	200 980	0,9%	200 980	0,9%
EPIC Bpifrance / Groupe CDC	6 180 106	26,4%	6 180 106	26,5%	6 180 106	26,6%	6 180 106	26,7%
EDRIP	2 170 224	9,3%	2 170 224	9,3%	2 170 224	9,4%	2 170 224	9,4%
Auriga Partners	1 633 195	7,0%	1 633 195	7,0%	1 633 195	7,0%	1 633 195	7,1%
Omnes Capital	413 854	1,8%	413 854	1,8%	413 854	1,8%	413 854	1,8%
NBGI Private Equity	664 333	2,8%	664 333	2,9%	905 910	3,9%	905 910	3,9%
Mérieux participations	1 064 873	4,5%	1 064 873	4,6%	1 064 873	4,6%	1 064 873	4,6%
Principaux investisseurs financiers	12 126 585	51,8%	12 126 585	52,0%	12 368 162	53,3%	12 368 162	53,5%
Autres	10 827 833	46,2%	10 827 833	46,5%	10 554 811	45,5%	10 554 811	45,6%
Auto-détention	107 379	0,5%	-	0,0%	85 174	0,4%	-	0,0%
Total	23 416 627	100,0%	23 309 248	100,0%	23 209 127	100,0%	23 123 953	100,0%

À la date du présent rapport, il n'y a pas eu de variation significative dans la répartition de l'actionnariat.

3.2. INFORMATIONS SUR LE TITRE

Depuis le 10 avril 2014, la société est cotée sur le marché réglementé d'Euronext à Paris. Les actions sont admises à la négociation sous le code ISIN FR0010526814 et le mnémonique SSI.

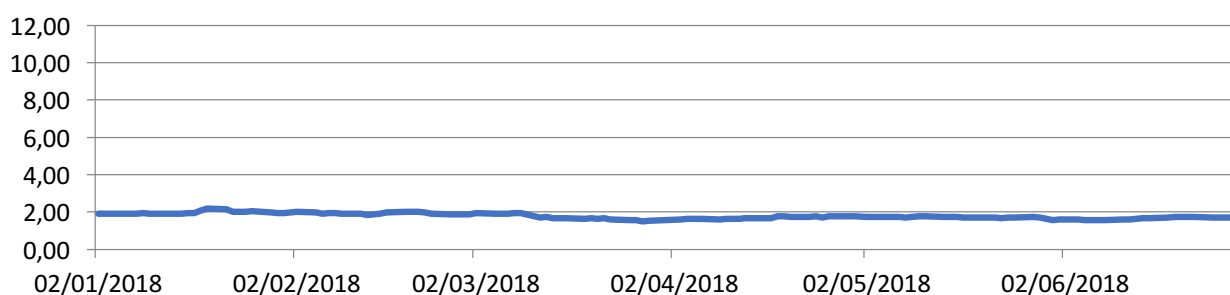
En date du 30 juin 2018, le cours de l'action était de 1,72 euros, soit une capitalisation de 40,3 M€. Le cours le plus haut du semestre est à 2,20 € et le cours le plus bas à 1,52€.

Les informations concernant les valorisations et échanges du titre se détaillent comme suit :

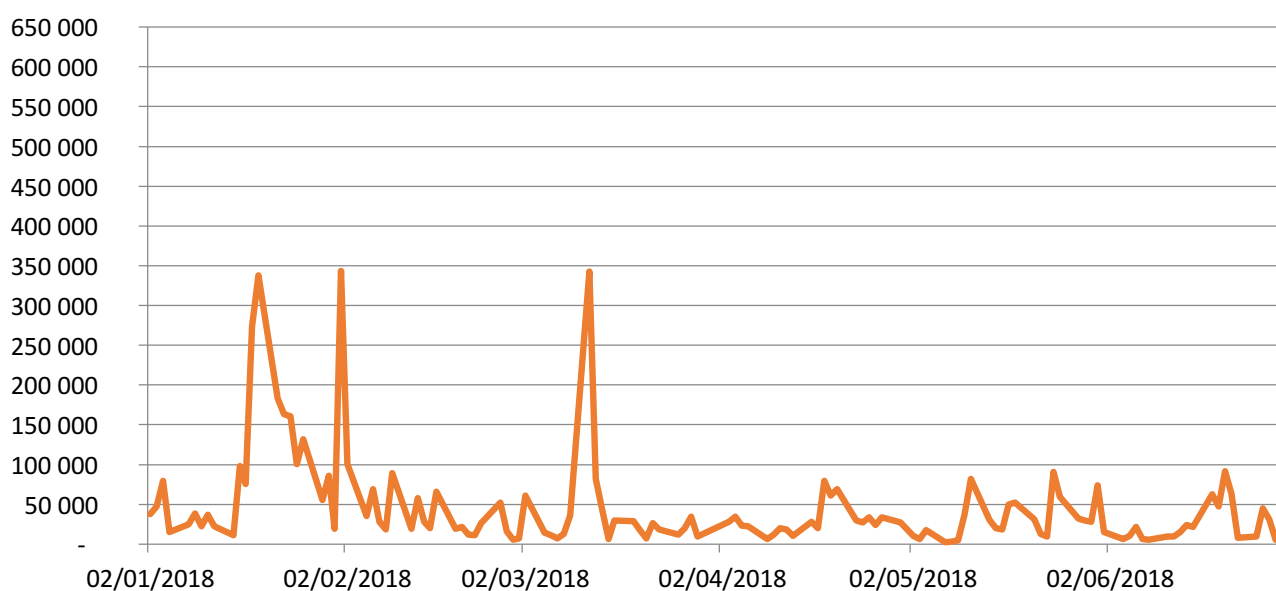
	Cours moyen	Nombre moyen de titres échangés par jour
Janvier 2018	1,98	91 735,77
Février 2018	1,94	51 789,20
Mars 2018	1,73	39 336,95
Avril 2018	1,69	30 475,10
Mai 2018	1,72	31 815,41
Juin 2018	1,66	24 812,76
S1 2018	1,79	44 994

Au cours de la période, le cours de l'action a varié comme suit :

Cours de cloture



Le volume de titres échangés quotidiennement sur la période a évolué comme suit :



4.ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RESUMES AU 30 JUIN 2018

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	24
ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE	25
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE	26
ACTIFS	26
PASSIFS	26
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	27
FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	28
1. FAITS MARQUANTS ET INFORMATIONS GENERALES	29
2. RESUME DES PRINCIPALES METHODES COMPTABLES	30
3. PERIMETRE DE CONSOLIDATION	41
4. CHIFFRE D'AFFAIRES	41
5. AUTRES REVENUS	42
6. INFORMATION SECTORIELLE	42
7. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	43
8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	43
9. CONTRATS DE LOCATION	45
10. AUTRES ACTIFS NON COURANTS	46
11. STOCKS	46
12. CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	47

13. AUTRES ACTIFS COURANTS	47
14. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	48
15. CAPITAUX PROPRES	48
16. DETTES FINANCIERES	51
17. AUTRES PASSIFS NON COURANTS	51
18. FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	52
19. AUTRES PASSIFS COURANTS	52
20. INSTRUMENTS FINANCIERS PAR CATEGORIE	53
21. RECLASSEMENT ANALYTIQUE	55
22. COUT DES VENTES	56
23. FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	57
24. FRAIS COMMERCIAUX ET DE MARKETING	58
25. FRAIS GENERAUX ET ADMINISTRATIFS	59
26. FRAIS OPERATIONS	59
27. AUTRES PRODUITS / (CHARGES) OPERATIONNELS	60
28. AUTRES PRODUITS / (CHARGES) OPERATIONNELS NON COURANTS	60
29. CHARGES D'EXPLOITATION PAR NATURE	61
30. PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	61
31. RESULTAT PAR ACTION	62
32. ACCORDS DE LICENCES	62
33. PASSIF EVENTUEL LIE A L'ACTIVITE COURANTE	63
34. ENGAGEMENTS	63
35. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES	64
36. ÉVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE	65
37. FACTEURS DE RISQUES	65

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>En milliers d'euros</i>	Note	30 juin 2018	30 juin 2017*
Chiffre d'affaires	4	11 180	10 292
Autres revenus	5	0	0
Revenus		11 180	10 292
Coût des ventes	22	(6 619)	(5 556)
Marge brute		4 561	4 736
Marge brute sur chiffre d'affaires⁽¹⁾		4 561	4 736
Taux de marge brute en % du chiffre d'affaires⁽²⁾		40,8%	46,0%
Frais de recherche et développement	23	(1 597)	(1 955)
Frais commerciaux et de marketing	24	(5 322)	(5 339)
Frais généraux et administratifs	25	(2 408)	(2 530)
Frais Opérations	26	(700)	(762)
Autres produits / (charges) opérationnels	27	91	69
Résultat opérationnel courant		(5 374)	(5 780)
Autres produits / (charges) opérationnels non courants	28	(827)	-
Résultat opérationnel		(6 202)	(5 780)
Produits financiers		29	(2)
Charges financières		(952)	(1 598)
Résultat financier	30	(923)	(1 599)
Résultat avant impôts		(7 125)	(7 380)
Charge d'impôts sur le résultat		(55)	(11)
Résultat net		(7 179)	(7 391)
Résultat revenant aux :			
Actionnaires de la Société		(7 179)	(7 391)
Intérêts minoritaires		-	-
Résultat par action :			
De base (en euros)	31	(0,31)	(0,44)
Dilué (en euros)	31	(0,31)	(0,44)

⁽¹⁾ Marge brute sur chiffre d'affaires = Chiffre d'affaires – Coûts des ventes

⁽²⁾ Taux de marge brute sur chiffre d'affaires = Marge brute sur chiffre d'affaires / Chiffre d'affaires

*Des reclassements de présentation ont été apportés au compte de résultat. Ainsi, le compte de résultat présenté ci-dessus au 30 juin 2017 de même que les annexes associées sont différents de ceux publiés au 30 juin 2017. Ces reclassements sont détaillés en note 21.

ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	30 juin 2017
Résultat net	(7 179)	(7 391)
Autres éléments du résultat global :	-	-
Profits/(pertes) actuariels sur engagements de retraite	-	2
Effet d'impôt sur écarts actuariels	-	-
Autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés ultérieurement dans le résultat	-	2
Différences de conversion	81	(306)
Autres éléments du résultat global susceptibles d'être reclassés ultérieurement dans le résultat net	81	(306)
Autres éléments du résultat global	81	(303)
Total du résultat global	(7 098)	(7 694)
Résultat global revenant aux actionnaires de la Société	(7 098)	(7 694)
Tiers détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-
Total du résultat global	(7 098)	(7 694)

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE

Actifs

<i>En milliers d'euros</i>	Note	30 juin 2018	31 déc. 2017
Immobilisations incorporelles	7	14 976	14 158
Immobilisations corporelles	8	4 876	4 443
Droits d'utilisation d'actifs corporels au titre des contrats de location	9	610	-
Autres actifs non courants	10	401	434
Total des actifs non courants		20 864	19 035
Stocks	11	6 263	5 037
Clients et comptes rattachés	12	8 439	8 680
Autres actifs courants	13	5 306	4 414
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	8 720	19 017
Total des actifs courants		28 728	37 148
Total de l'actif		49 592	56 183

Passifs

<i>En milliers d'euros</i>	Note	30 juin 2018	31 déc. 2017
Capital	15	2 342	2 321
Primes d'émission	15	19 366	29 551
Réserves consolidées		4 229	5 966
Participations ne conférant pas le contrôle		-	-
Résultat		(7 179)	(12 247)
Total des capitaux propres		18 758	25 591
Dettes financières – Part long terme	16	9 960	11 294
Engagements de retraite		523	481
Provisions et autres passifs non courants	17	920	907
Passifs locatifs non courants	9	219	-
Total des passifs non courants		11 622	12 682
Dettes financières – Part court terme	16	9 279	7 034
Fournisseurs et dettes rattachées	18	5 244	5 226
Provisions et autres passifs courants	19	4 272	5 650
Passifs locatifs courants	9	417	-
Total des passifs courants		19 212	17 910
Total du passif		30 834	30 592
Total du passif et des capitaux propres		49 592	56 183

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Part du Groupe								
<i>En milliers d'euros</i>	Note	Capital social	Primes d'émission	Réserves de conversion	Réserves consolidées et résultat part groupe	Total	Participations ne conférant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Au 1er janvier 2018		2 321	29 551	(570)	(5 712)	25 590		25 590
Variation des différences de conversion		-	-	81	-	81	-	81
Total des autres éléments du résultat global		-	-	81	-	81	-	81
Résultat de la période		-	-	-	(7 179)	(7 178)	-	(7 178)
Résultat global		0	0	81	(7 179)	(7 097)	-	(7 097)
Opérations sur le capital	5	21	(21)	-	-	-	-	-
Frais d'opérations sur le capital		-	28	-	-	28	-	28
Imputation de pertes sur la prime d'émission		-	(10 192)	-	10 192	-	-	-
Variation des actions auto détenues	15.3	-	-	-	(36)	(36)	-	(36)
Paiements fondés sur des actions	5	-	-	-	274	274	-	274
Au 30 juin 2018		2 342	19 366	(489)	(2 461)	18 758	-	18 758

Part du Groupe								
<i>En milliers d'euros</i>	Note	Capital social	Primes d'émission	Réserves de conversion	Réserves consolidées et résultat part groupe	Total	Participations ne conférant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Au 1^{er} janvier 2017		1 627	59 006	(93)	(33 236)	27 305	0	27 305
Profits(pertes) actuariels sur engagements de retraite	-	-	-	-	2	2	-	2
Variation des différences de conversion		-	-	(306)	-	(306)	-	(306)
Total des autres éléments du résultat global		-	-	(306)	2	(303)	-	(303)
Résultat de la période				-	(7 391)	(7 391)	-	(7 391)
Résultat global		0	0	(306)	(7 388)	(7 694)	-	(7 694)
Opérations sur le capital		694	10 814	-	-	11 507	-	11 507
Frais d'opérations sur le capital		-	(750)	-	-	(750)	-	(750)
Imputation de pertes sur la prime d'émission		-	(39 483)	-	39 483	-	-	-
Annulation des actions auto détenues		-	-	-	(49)	(49)	-	(49)
Paiements fondés sur des actions		-	-	-	146	146	-	146
Au 30 juin 2017		2 321	29 586	(398)	(1 043)	30 466	-	30 466

FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En milliers d'euros	30 juin 2018	30 juin 2017
Résultat net	(7 179)	(7 391)
Élimination des éléments sans incidence sur la trésorerie		
Dotations aux amortissements des immobilisations	1 635	1 349
Variations des provisions pour risques et charges	(122)	(35)
Variations de la provision pour engagements de retraite	42	40
(Produits) / Charges liées aux paiements fondés sur des actions	243	146
(Produits) / Charges d'intérêts, nets	952	1 164
Plus-values de cession d'équivalents de trésorerie	-	
Variations des avances conditionnées	-	-
Charge d'impôts sur le résultat	-	11
Flux de trésorerie liés à l'activité opérationnelle, avant variation du BFR	(4 429)	(4 717)
Stocks	(1 226)	(297)
Clients et comptes rattachés	117	1 532
Autres créances	(27)	(174)
Crédit d'impôt recherche et subventions d'exploitation	29	(3)
Fournisseurs et autres passifs	(1 094)	249
Impôts sur le résultat payés	-	(19)
Variations du besoin en fonds de roulement :	(2 200)	1 289
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	(6 629)	(3 428)
Opérations d'investissements :		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(700)	(836)
Acquisitions et production d'immobilisations incorporelles	(2 850)	(3 090)
Encaissement de crédit impôt recherche alloué aux frais de développement	-	-
Encaissements / décaissements d'immobilisations financières	33	(36)
Produits d'intérêts encaissés et plus-value de cessions d'instruments de trésorerie	-	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(3 517)	(3 962)
Opérations de financement :		
Produits des opérations sur le capital	31	11 507
Frais liés aux augmentations de capital	28	(750)
Décaissement au titre des passifs locatifs	(213)	-
Souscription de dettes financières	2 375	12 325
Remboursements de dettes financières	(1 657)	(5 215)
Intérêts décaissés	(759)	(985)
Acquisitions d'actions auto-détenues	(36)	(49)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(231)	16 833
Variation de trésorerie nette	(10 377)	9 443
Trésorerie à l'ouverture	19 017	11 250
Libération de trésorerie nantie qui était classé en Actifs non courants	-	2 000
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie	81	(306)
Trésorerie à la clôture	8 720	22 387

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

1. FAITS MARQUANTS ET INFORMATIONS GENERALES

1.1. PRESENTATION DU GROUPE

Le groupe SuperSonic Imagine est spécialisé dans la recherche et le développement, ainsi que dans la commercialisation de systèmes d'imagerie médicale ultrasonore.

En 2009, il a mis sur le marché un échographe de 3^{ème} génération : l'Aixplorer®, doté d'une architecture radicalement nouvelle puisqu'entièrement logicielle, intégrant plusieurs innovations technologiques. Il a pour cela développé les logiciels liés (qui font partie intégrale de l'échographe Aixplorer®), permettant de diagnostiquer en temps réel les lésions mammaires, de la thyroïde, de la prostate, du foie et de l'abdomen par la mesure de l'élasticité des tissus (l'élastographie).

Le groupe est titulaire ou cotitulaire de nombreux brevets développés en propre, acquis, ou dans le cadre de contrats de licence.

SuperSonic Imagine et ses filiales (constituant ensemble « le Groupe ») commercialisent les produits de la gamme Aixplorer depuis 2009.

Le groupe sous traite la production des échographes qu'il commercialise.

SuperSonic Imagine SA, société mère du groupe, est une société anonyme à conseil d'administration domiciliée en France. Son siège social se situe aux Jardins de la Duranne, 510 rue René Descartes, 13290 Aix-en-Provence, France. Elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Aix-en-Provence sous le numéro 481 581 890 et cotée sur Euronext Paris (ISIN FR0010526814).

Dans le cadre de son développement à l'international, 6 filiales de distribution ont été créées dans les pays suivants :

- SuperSonic Imagine Inc., États Unis en mars 2007 ;
- SuperSonic Imagine GmbH, Allemagne en mars 2008 ;
- SuperSonic Imagine Ltd., Royaume Uni en mars 2008 ;
- SuperSonic Imagine Srl, Italie en octobre 2009 ;
- SuperSonic Imagine (H.K) Limited, Hong Kong en juin 2011 ;
- Supersonic Imagine (Shanghai) Medical Devices Co. Ltd, Chine en décembre 2015.

1.2. FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

1.2.1. SUR LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

GOUVERNANCE D'ENTREPRISE – CONSEIL D'ADMINISTRATION

Lors de l'assemblée générale du 28 mai 2018, le mode de gouvernance de la société SuperSonic Imagine a été modifié. La société est désormais administrée par un conseil d'administration en lieu et place du directoire et du conseil de surveillance.

Le conseil d'administration est composé de six administrateurs anciennement membres du conseil de surveillance : M. Michaël Brock, Mme Alexia Perouse, Mme Sabine Lochmann, Mérieux Participations représenté par M. Thierry Chignon, Bpifrance Investissement représenté par M. Philippe Boucheron, et de M. Guy Frija.

Le conseil d'administration est présidé par M. Michaël Brock.

La Direction générale de la société est assurée par Michèle Lesieur en qualité de Directrice Générale

2. RESUME DES PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

2.1. BASE DE PREPARATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers consolidés semestriels arrêtés au 30 juin 2018, ont été présentés de manière résumée conformément à la norme internationale financière IAS 34, « Information financière intermédiaire ».

S'agissant de comptes résumés, les états financiers consolidés semestriels n'incluent pas l'intégralité des informations financières requises pour les états financiers annuels complets et doivent être lus en liaison avec les comptes consolidés portant sur l'exercice clos le 31 décembre 2017 préparés conformément aux normes IFRS, sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après.

2.2. PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

2.2.1. REFERENTIEL COMPTABLE

Les états financiers consolidés du Groupe ont été préparés conformément au référentiel IFRS et aux interprétations IFRIC et SIC, tels qu'adoptés par l'Union Européenne au 30 juin 2018. Les IFRS sont

disponibles sur le site de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_en.htm).

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2017, à l'exception des nouvelles normes décrites ci-dessous appliquées à compter du 1^{er} janvier 2018.

Le Groupe a appliqué les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivants adoptés par l'Union Européenne d'application obligatoire pour les comptes du Groupe à compter du 1^{er} janvier 2018 :

- IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients & amendements date d'entrée en vigueur d'IFRS 15
- Clarifications apportées à IFRS 15
- IFRS 9 – Instruments financiers
- Annual Improvements to IFRS (Cycle 2014-2016)
- Amendements d'IFRS 2: Classification and Measurement of Share-based Payment Transactions
- Amendements d'IFRS 4: Application d'IFRS 9 Instruments Financiers et d'IFRS 4 Contrats d'Assurance
- Amendment to IAS 28 : exemption from applying the equity method – measuring an associate or JV at fair value
- IFRIC 22 - Avances versées ou reçues en devises
- Amendments to IAS 40 : Transfers of Investment Property

Les impacts de l'adoption des normes IFRS 15 et IFRS 9 à compter du 1^{er} janvier 2018 sont décrits ci-dessous. L'adoption des autres nouvelles normes/amendements/interprétations obligatoires listées ci-dessus n'a eu aucun impact sur les comptes du Groupe.

➤ **IFRS 15 « PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DES CONTRATS AVEC LES CLIENTS »**

Cette norme IFRS 15 remplace les normes IAS 11, IAS 18 et les interprétations liées (IFRIC 13, IFRIC 15, IFRIC 18, SIC 31) et établit les principes généraux pour la comptabilisation du chiffre d'affaires. Ces principes sont fondés sur l'idée que la comptabilisation du chiffre d'affaires doit dépeindre le transfert du contrôle des biens et services promis au client pour des montants représentatifs de la rémunération à laquelle l'entité s'attend à avoir droit en échange de ces biens et services.

La mise en œuvre de la norme repose sur une démarche constituée de 5 étapes (identification du contrat, identification des obligations de performance, détermination du prix de transaction, allocation du prix de transaction ; comptabilisation du chiffre d'affaires lorsque chaque obligation de performance est satisfaite).

L'amendement « clarifications to IFRS 15 » publié en avril 2016, apporte des clarifications sur l'identification des obligations de performance, la mise en œuvre des dispositions permettant de distinguer un « agent » d'un « principal », la comptabilisation des licences et ajoute de nouveaux expédients pratiques liés à la transition.

Cette norme requiert de la part du Groupe d'exercer un jugement, en tenant compte de tous les faits et circonstances, pour appliquer la démarche en 5 étapes décrite ci-dessus aux contrats conclus avec les clients. La norme précise également le traitement comptable applicable aux couts incrémentaux d'obtention d'un contrat, ainsi que les couts directement liés à la réalisation du contrat.

Voir note 2.2.2 ci-après qui décrit les effets de l'adoption de la norme IFRS 15 dans les comptes du Groupe.

➤ **IFRS 9 « INSTRUMENTS FINANCIERS »**

Cette norme IFRS 9 remplace la norme IAS 39 - Instruments financiers : comptabilisation et évaluation. Elle comporte 3 volets :

- Classification et évaluation des instruments financiers : IFRS 9 prévoit en particulier un classement des actifs financiers davantage fondé sur le business model et la nature des cash flows attendus ;
- Dépréciation des actifs financiers : la dépréciation des actifs financiers n'est plus fondée sur un modèle de risque avéré (« incurred losses ») mais sur un modèle conduisant à comptabiliser les pertes attendues (« expected losses ») ;
- Comptabilité de couverture : les modifications apportées par IFRS 9 visent à simplifier certaines dispositions relatives à la comptabilité de couverture et à davantage aligner les stratégies de couverture et leur traduction comptable. Les réflexions sur la macro-couverture sont encore en cours.

Le Groupe a appliqué IFRS 9 rétrospectivement, avec la date d'application initiale du 1er janvier 2018.

Voir note 2.2.3 ci-après qui décrit les effets de l'adoption de la norme IFRS 9 dans les comptes du Groupe.

Par ailleurs le Groupe a choisi d'appliquer volontairement de façon anticipée la norme suivante à compter du 1er janvier 2018, alors même que son application ne serait devenue obligatoire qu'à compter du 1^{er} janvier 2019 :

➤ **IFRS 16 – Contrats de location**

Les impacts de l'adoption de cette norme IFRS 16 à compter du 1er janvier 2018 sont décrits ci-dessous.

Cette norme IFRS 16 remplace IAS 17 et les interprétations qui y sont liées (IFRIC 4, SIC 15 et SIC 27). La nouvelle norme élimine la distinction location simple/ location financement en imposant au locataire de comptabiliser un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué en contrepartie d'une dette représentant l'obligation de payer ce droit, sauf exceptions (contrats d'une durée raisonnablement certaine inférieure à 12 mois ou actifs sous-jacents de faible valeur – i.e. dont la valeur unitaire à neuf n'excède pas environ 5.000 \$ et qui peuvent être utilisés séparément). L'amortissement du droit d'utilisation et les intérêts sur le passif sont ensuite comptabilisés séparément au compte de résultat. Pour les bailleurs en revanche, la norme reconduit l'essentiel des principes antérieurs d'IAS 17.

Voir note 2.2.4 ci-après qui décrit les effets de l'adoption de la norme IFRS 16 dans les comptes du Groupe.

Par ailleurs, le Groupe n'a anticipé l'application d'aucune autre norme, interprétation et amendement ou révisions qui n'auraient pas encore été adoptés par l'Union européenne ou dont l'application n'est pas obligatoire aux états financiers ouverts le 1er janvier 2018 :

Norme / Interprétation	Date d'application prévue par l'IASB (exercices ouverts à compter du)	Date d'application UE (au plus tard pour les exercices ouverts à compter du)
Amendments to IFRS10 and IAS28: Sale or Contribution of Assets between an Investor and its Associate or Joint Venture Effective date of amendments to IFRS10 and IAS 28	<i>Reportée sine die</i>	<i>Suspendu</i>
IFRIC 23 Uncertainty over Income Tax Treatments	1/01/2019	Endorsement attendu Q3 2018
IFRS 17 Insurance contracts	1/01/2021	ND
Amendments to IFRS 9: Prepayments with negative compensation features	1/01/2019	1/01/2019
Amendments to IAS 28: Long-term Interests in Associates and Joint Ventures	1/01/2019	Endorsement attendu 2018
Annual Improvements to IFRS 2015-2017 cycle	01/01/2019	Endorsement attendu 2018
Amendments to IFRS 3 <i>Business Combinations</i> & IFRS 11 <i>Joint Arrangements</i>		
Amendments to IAS 12 <i>Income taxes</i>		
Amendments to IAS 23 <i>Borrowing costs</i>		
Amendments to IAS 19: Plan Amendment, Curtailment or Settlement	1/01/2019	Endorsement attendu 2018
Modifications des références au Cadre conceptuel dans les normes IFRS	01/01/2020	ND
Cadre conceptuel de l'information financière (version révisée publiée en mars 2018)	Mars 2018 (pour l'IASB uniquement)	1/01/2020

Le processus de détermination des impacts potentiels de ces normes et interprétations sur les états financiers consolidés du groupe est en cours.

2.2.2. ADOPTION IFRS 15 « PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES TIRES DES CONTRATS AVEC LES CLIENTS »

Le Groupe a adopté IFRS 15 à compter du 1er janvier 2018 en utilisant la méthode d'adoption rétrospective modifiée.

Du fait de cette méthode rétrospective modifiée, l'adoption d'IFRS 15 n'a donc aucun impact sur les comptes comparatifs 2017 présentés.

De plus, compte tenu de la nature des contrats avec les clients du Groupe, les principes de reconnaissance de revenu qui étaient appliqués jusqu'au 31 décembre 2017 ne diffèrent pas de ceux que le Groupe applique désormais selon IFRS 15 tels que décrits ci-dessous.

L'adoption de la norme IFRS 15 n'a donc eu aucun impact sur la comptabilisation des contrats en cours et des nouveaux contrats à compter du 1er janvier 2018 par rapport à la comptabilisation qui aurait été appliquée selon les anciennes normes.

Le Groupe a opté pour l'option de première application permettant l'absence de retraitement des contrats pour lesquels 100% du CA a été déjà comptabilisé selon les normes précédentes au 1^{er} janvier 2018.

Les principaux principes comptables appliqués par le Groupe concernant les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients sont les suivants.

Qu'il s'agisse de ventes réalisées par le réseau de distributeurs ou par l'intermédiaire des commerciaux du Groupe, le traitement comptable du chiffre d'affaires reste identique, et conforme aux normes en vigueur en matière de reconnaissance des revenus :

1. Revenus de la vente des systèmes

Les produits du Groupe sont généralement vendus sur la base de contrats ou de bons de commande passés par le client qui incluent des prix fixes et déterminables ne comportant pas de droit de retour, d'obligation significative post-livraison ou toute autre clause induisant un revenu décalé.

Les contrats du Groupe avec des clients pour la vente d'équipements comprennent généralement une seule obligation de performance.

Le Groupe a conclu que les produits de la vente d'équipements devraient être comptabilisés au moment où le contrôle de l'actif est transféré au client, généralement à la livraison de l'équipement. Par conséquent, l'adoption d'IFRS 15 n'a pas eu d'incidence sur le moment de la comptabilisation des produits.

Les distributeurs des produits ne bénéficient contractuellement d'aucun droit de retour des produits acquis, en dehors de la garantie légale de 12 mois consentie sur les produits.

2. Revenus des activités de service

Le revenu des activités de service (principalement maintenance, service après-vente, extensions de garantie) est reconnu sur la période lorsque le service a été rendu et que le recouvrement de la créance est assuré de manière raisonnable.

Les revenus correspondant à des contrats à éléments multiples, notamment ceux incluant des services, sont enregistrés selon la méthode de l'allocation des produits sur la base des justes valeurs attribuables aux différents composants.

3. Revenus liés à la technologie du groupe

Les revenus liés à la technologie du groupe correspondent à une troisième source de revenus, ils correspondent à des droits d'accès à la technologie développée par le groupe ou des partenariats d'accès à cette technologie. Non récurrents par nature, ils sont à ce titre présentés sur une ligne distincte du compte de résultat en Autres revenus.

Ces revenus correspondent à des contrats, en nombre restreint, dont les produits sont reconnus suivant les termes et conditions négociés.

Chaque contrat fait l'objet d'une analyse technique conditionnant la reconnaissance du revenu à appliquer. En fonction de cette analyse, les produits associés pourront être reconnus intégralement à la signature du contrat, ou étalés sur les périodes concernées.

4. **Provision garantie**

Les ventes de produits faites par le Groupe sont assorties d'une période de garantie d'un an, tel que requis par la loi, pour les réparations générales des défauts qui existaient au moment de la vente. Ainsi, la plupart des garanties fournies par le Groupe sont des garanties de type assurance selon la norme IFRS 15, que le Groupe comptabilise selon IAS 37 Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels, conformément à sa pratique avant l'adoption d'IFRS 15. Ces garanties légales font l'objet de la comptabilisation d'une provision pour risques et charges dès la reconnaissance du revenu de la vente du produit. L'évaluation du coût de la garantie ainsi que la probabilité d'engagement de ces coûts est basée sur l'analyse des données historiques. La provision correspond au nombre de mois de garantie restant à courir à la date de clôture sur l'ensemble des équipements vendus. Les dotations et reprises aux provisions pour garanties données aux clients sont enregistrées en compte de résultat dans les coûts directs des ventes.

Toutefois, dans certains contrats non standards, le Groupe fournit des garanties au-delà d'un an. Selon IFRS 15, comme cela déjà été fait dans le passé par le Groupe, ces garanties sont comptabilisées comme des garanties de type de service et, par conséquent, sont comptabilisées comme des obligations d'exécution distinctes auquel le Groupe alloue une partie du prix de la transaction sur la base du prix de vente individuel relatif. Les produits sont ensuite comptabilisés au fil du temps en fonction du temps écoulé.

5. **Coûts d'acquisition et d'exécution des contrats**

Les coûts marginaux d'acquisition des contrats clients sont capitalisés puis sont amortis lorsque la ou les obligations de performance du contrat sont satisfaites, et uniquement s'ils sont significatifs, ce qui n'est quasiment jamais le cas compte tenu de la nature des contrats du Groupe.

Les coûts d'exécution des contrats sont capitalisés si les coûts sont directement liés à un contrat en cours ou à un contrat identifiable anticipé ; et qu'ils génèrent ou améliorent une ressource nécessaire à la satisfaction d'obligations de performance dans le futur ; et qu'ils sont recouvrables. Ils sont amortis lorsque la ou les obligations de performance du contrat sont satisfaites.

2.2.3. **ADOPTION IFRS 9 « INSTRUMENTS FINANCIERS »**

Le Groupe a adopté IFRS 9 à compter du 1er janvier 2018 en utilisant la méthode d'adoption rétrospective simplifiée. L'exercice comparatif 2017 n'a donc pas été retraité comme autorisé par la norme IFRS 9.

Le Groupe n'a aucun instrument de couverture et n'applique donc pas de comptabilité de couverture.

Compte tenu de la nature des actifs financiers du Groupe, le Groupe n'a pas identifié d'impact matériel résultant de l'application de cette nouvelle norme IFRS 9.

Par ailleurs, le Groupe n'est pas impacté par l'évolution des modalités de comptabilisation des renégociations des dettes financières, aucune dette existante au 31 décembre 2017 n'ayant fait l'objet de renégociations.

• **Classification et évaluation**

Sous IFRS 9, les actifs financiers sont classés selon leur méthode d'évaluation définie en fonction des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels et du modèle de gestion économique adopté par le Groupe.

L'application de la norme IFRS 9 se traduit principalement par la suppression de la catégorie des « Actifs financiers disponibles à la vente » qui permettait sous IAS 39 de comptabiliser les variations de juste valeur de titres en « Autres éléments du résultat global », avec recyclage en résultat lors de la cession.

Au 1er janvier 2018, le Groupe ne détenait aucun actif dans cette catégorie.

Sous IFRS 9, tous les actifs financiers dont les flux de trésorerie ne sont pas représentatifs uniquement du paiement de principal et d'intérêts, comme les titres non consolidés, doivent être classés et évalués à la « juste valeur par résultat ».

Cependant, sur option irrévocable lors de la première comptabilisation des titres, et lors de la première application de la norme, les actifs qualifiés de placements en instruments de capitaux propres, peuvent être évalués à la « juste valeur par autres éléments du résultat global non recyclable ». Seuls les dividendes restent comptabilisés en résultat. Cette dernière catégorie est essentiellement constituée de titres non consolidés répondant aux caractéristiques d'un instrument de capitaux propres.

Le Groupe ne détient aucun actif financier significatif dont les flux de trésorerie ne sont pas représentatifs uniquement du paiement de principal et d'intérêts.

Les actifs financiers non courants se décomposaient comme suit au 31/12/2017 :

<i>En milliers d'euros</i>	<i>31 déc. 2017</i>
Titres de placement et trésorerie nantis	51
Dépôts et cautions versés	286
Actifs mis à la disposition du contrat de liquidité	97
Total des Autres actifs non courants	434

• **Dépréciation des actifs financiers**

La norme IFRS 9 introduit un modèle de dépréciation des actifs financiers qui est fondé sur les pertes attendues alors que la norme IAS 39 était fondée sur un modèle de pertes avérées (comptabilisation d'une dépréciation uniquement suite à la survenance d'un événement de crédit : retard de paiement, détérioration significative de la qualité de crédit, etc.).

Pour les actifs financiers non courant, la dépréciation a été appréciée de manière individuelle en tenant compte du profil de risque de la contrepartie et des garanties existantes. Aucune dépréciation n'est constatée sur les actifs financiers non courants.

Pour les créances commerciales, le Groupe utilise la méthode simplifiée d'IFRS 9 qui consiste à comptabiliser dès l'origine sur l'ensemble des créances les pertes attendues, selon une évaluation fondée sur l'observation statistique des pertes. Ce modèle n'a pas conduit à identifier des différences significatives par rapport au modèle précédemment appliquée par le Groupe (une dépréciation des créances clients était alors constituée lorsqu'il existait un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction).

• **Comptabilité de couverture**

Les modifications apportées par IFRS 9 sur la comptabilité de couverture ont pour objectif de rapprocher les modalités de comptabilisation de la gestion des risques des entreprises. L'application

des dispositions d'IFRS 9 relatives à la comptabilité couverture sont sans impact significatif étant donné l'absence d'utilisation d'instruments dérivés de couverture par le Groupe.

Les principes comptables appliqués par le Groupe relatifs aux instruments financiers depuis l'adoption d'IFRS 9 sont les suivants :

1. ACTIFS FINANCIERS

Titres non consolidés

Les titres non consolidés sont comptabilisés à la juste valeur par résultat, et le Groupe n'a pas fait le choix de l'option irrévocable, à la date d'application d'IFRS 9 ou lors de leur comptabilisation initiale, de les comptabiliser à la juste valeur par autres éléments du résultat global.

Prêts et créances

Les prêts et créances non courant sont comptabilisés au coût amorti calculé sur la base de la méthode du taux d'intérêt effectif. Lors de leur comptabilisation initiale, une dépréciation est systématiquement reconnue à hauteur des pertes de crédit attendues résultant d'événements pouvant survenir dans les douze prochains mois. En cas de dégradation significative de la qualité de crédit de la contrepartie, la dépréciation initiale est complétée pour couvrir la totalité des pertes attendues sur la maturité résiduelle de la créance. Les clients et les créances d'exploitation sont comptabilisés au coût amorti. Ils font l'objet d'une dépréciation sur la base du modèle simplifié d'IFRS 9.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend : les liquidités et dépôts à vue ; les dépôts et prêts dont l'échéancier de remboursement est inférieur à trois mois ; les valeurs mobilières de placement qui ne présentent pas de risque significatif de variation de valeur et qui peuvent être aisément converties en disponibilités (cas des SICAV monétaires notamment).

Elles sont comptabilisées à leur juste valeur par le biais du compte de résultat. Les placements en actions et obligations ainsi que les dépôts et prêts à échéance supérieure à trois mois sont exclus de la trésorerie et présentés au bilan dans le poste Actifs financiers courants ou non courants.

2. PASSIFS FINANCIERS

Les passifs financiers comprennent les dettes financières, les fournisseurs et comptes rattachés et autres dettes d'exploitation. Ils sont évalués au coût amorti sur la base de la méthode du taux d'intérêt effectif.

3. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Le Groupe n'utilise pas d'instruments financiers dérivés pour couvrir ses risques de change ou de taux d'intérêt.

2.2.4. ADOPTION IFRS 16 « CONTRAT DE LOCATION »

Le Groupe a adopté IFRS 16 de façon anticipée à compter du 1er janvier 2018 en utilisant la méthode d'adoption rétrospective modifiée.

Du fait de cette méthode rétrospective modifiée, l'adoption d'IFRS 16 n'a donc aucun impact sur les comptes comparatifs 2017 présentés.

Le Groupe a fait le choix de la méthode de première application rétrospective modifiée, et lorsque des expédients pratiques étaient possibles, a fait le choix des traitements comptables suivants qui ont été appliqués au 1^{er} janvier 2018 lors de l'adoption d'IFRS 16 :

- Comptabilisation de l'impact cumulé à la date de première application soit le 1^{er} janvier 2018
- Pas retraitement des comparatifs 2017
- Application rétroactive de la nouvelle définition d'un contrat de location pour tous les contrats en cours à la date de première application
- Utilisation de l'hindsight pour déterminer la durée de location
- Dette de loyer (passif locatif) évaluée au 1^{er} janvier comme la somme des paiements locatifs résiduels actualisés au taux marginal d'endettement à la date de 1^{ère} application
- Utilisation d'un taux d'actualisation unique pour un portefeuille de contrats ayant des caractéristiques similaires
- Evaluation pour le droit d'utilisation au même montant que les dettes de passifs locatifs, ajustées des éventuels décalages de paiement
- Exclusion des coûts directs initiaux dans l'évaluation de l'actif
- Pour les contrats de location-financement qui existaient dans les comptes du Groupe selon l'ancienne norme IAS 17, les valeurs comptables de l'actif et de la dette selon IAS 17 ont été maintenues au 1^{er} janvier 2018, et les principes d'IFRS 16 sont appliqués à partir de cette date. Les actifs et passifs ont été reclassés sur les mêmes lignes que les actifs et passifs des autres contrats de location retraités selon IFRS 16
- Choix de ne pas retenir l'exemption pour les locations d'une durée résiduelle de moins de 12 mois à la date de première application, qui ont donc été retraités selon IFRS 16
- Transactions de cession-bail : pas d'application rétroactive des nouvelles règles de comptabilisation selon IFRS 16. S'agissant de ventes suivies d'une location financement IAS 17, les cessions-bails ont été traitées comme les autres locations financement qui existaient à la date de première application

Par ailleurs dans le cadre de l'application d'IFRS 16, le Groupe a fait le choix de méthodes comptables suivantes:

- exemption pour les locations de courte durée (IFRS 16.5a) pour certaines catégories d'actif
- exemption pour les locations d'actifs de faible valeur (IFRS 16.5b) (moins de 5.000 USD valeur à neuf)
- choix de ne pas séparer les composantes non-locatives
- présentation au bilan du droit d'utilisation et de la dette sur des lignes distinctes (IFRS 16.47)
- choix de l'évaluation ultérieure du droit d'utilisation selon le modèle du coût (IFRS 16.35)

Les impacts de l'adoption d'IFRS 16 au 1^{er} janvier sont les suivants sur les comptes tels qu'ils avaient été publiés au 31 décembre 2017. Compte tenu de la première application selon la méthode rétrospective modifiée, il n'y a aucun impact sur le résultat ni sur le tableau de flux de trésorerie lors de la première adoption.

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2017 Publié selon IAS 17	Impact de l'adoption d'IFRS 16	Reclassement des contrats de location- financement IAS 17	1 ^{er} janvier 2018 selon IFRS 16
Immobilisations incorporelles	14 158			14 158
Immobilisations corporelles	4 443			4 443
Droits d'utilisation d'actifs corporels au titre des contrats de location	-	790		790
Autres actifs non courants	434			434
Total des actifs non courants	19 035	790		19 825
Stocks	5 037			5 037
Clients et comptes rattachés	8 680			8 680
Autres actifs courants	4 414			4 414
Trésorerie et équivalents de trésorerie	19 017			19 017
Total des actifs courants	37 148			37 148
Total de l'actif	56 183	790	-	56 973
Capital	2 321			2 321
Primes d'émission	29 551			29 551
Réserves consolidées	5 966			5 966
Résultat	(12 247)	(25)		(12 272)
Total des capitaux propres	25 591	(25)		25 566
Dettes financières – Part long terme	11 294			11 294
Passifs locatifs – Part non courante	-	396		396
Engagements de retraite	481			481
Provisions et autres passifs non courants	907			907
Total des passifs non courants	12 682	396		13 078
Dettes financières – Part court terme	7 034			7 034
Passifs locatifs – Part courante	-	419		419
Fournisseurs et dettes rattachées	5 226			5 226
Provisions et autres passifs courants	5 650			5 650
Total des passifs courants	17 910	419		18 329
Total du passif	30 592	815		31 407
Total du passif et des capitaux propres	56 183	790	-	56 973

Les droits d'utilisation bruts s'élèvent à 790 K€ au 1^{er} janvier 2018 et concernent les éléments suivants :

- Bâtiments 609 K€ relatifs aux locaux occupés par les différentes entités du Groupe à Aix-en-Provence, en Chine et aux Etats Unis.
- Equipements 103 K€
- Véhicules 78 K€

Leur durée moyenne résiduelle à compter du 1^{er} janvier 2018 est d'environ deux ans.

La moyenne du taux marginal d'endettement utilisé pour l'actualisation de la dette au 1^{er} janvier 2018 est de 2% pour les bâtiments, et de 1% pour les équipements et véhicules.

Les principaux principes comptables appliqués par le Groupe concernant les contrats de location sont les suivants.

Le Groupe applique la norme IFRS 16 depuis le 1^{er} janvier 2018 qui énonce les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'informations à fournir en annexe relatifs aux contrats de location et requiert que les preneurs comptabilisent leurs contrats de location en vertu d'un modèle unique directement au bilan, sans distinction entre location financement et location simple.

Un contrat de location implique d'une part, la présence d'un actif identifié, et d'autre part, le contrôle par le Groupe du droit d'utilisation sur cet actif. Le contrôle du droit d'utilisation est reconnu au Groupe lorsque celui-ci peut bénéficier de la quasi-totalité des avantages procurés par l'actif pendant la durée de la location et qu'il a le droit de décider l'objectif de l'utilisation de l'actif et la manière de l'utiliser.

À la date d'entrée en vigueur du bail, le Groupe reconnaît :

- une dette (= le passif locatif), correspondant à la somme actualisée des paiements restant à effectuer depuis le début du contrat jusqu'à son terme, ces paiements comprenant les loyers fixes et, le cas échéant, les sommes à payer du fait de l'exercice d'options, les garanties de valeur résiduelle, et actualisée au taux d'endettement marginal du Groupe,
- et un actif représentant le droit d'utiliser l'actif sous-jacent pendant la durée du bail (= le droit d'utilisation de l'actif loué, comptabilisé à l'actif dans les immobilisations), évalué initialement pour le montant de la dette comptabilisée au passif. Sont ajoutés à ce montant les paiements déjà effectués par le preneur, les coûts de mise en place du bail et les frais futurs de remise en état.

Le Groupe comptabilise ensuite séparément les intérêts sur le passif locatif et la charge d'amortissement sur l'actif lié au droit d'utilisation. La dette de loyer, une fois évaluée initialement, est comptabilisée selon une technique proche du coût amorti au taux d'intérêt effectif. Il en résulte une charge d'intérêts correspondant à l'application du taux d'actualisation initial au montant de la dette à l'ouverture de l'exercice. Les paiements effectués par le Groupe sont déduits du montant de la dette. Le droit d'utilisation est amorti et déprécié selon les dispositions respectives d'IAS 16 « Immobilisations corporelles » et d'IAS 36 « Dépréciation d'actifs ». S'agissant des amortissements, leur durée ne peut excéder celle de la location si le Groupe n'est pas appelé à devenir propriétaire de l'actif sous-jacent.

Le Groupe applique les exemptions facultatives suivantes :

- exemption pour les locations de courte durée de moins de douze mois pour certaines catégories d'actif
- exemption pour les locations d'actifs de faible valeur (moins de 5.000 USD valeur à neuf)

Le Groupe a fait le choix de ne pas séparer les composantes non-locatives car il considère qu'elles ne sont pas significatives.

La présentation au bilan du droit d'utilisation et de la dette se fait sur des lignes distinctes.

L'évaluation ultérieure du droit d'utilisation est comptabilisée selon le modèle du coût.

Le Groupe réévalue l'obligation locative à la survenance de certains événements (par exemple la durée du contrat de location, une variation des loyers futurs résultant d'un changement d'indice ou de taux utilisé pour déterminer

Les paiements). Le Groupe ajuste alors le montant du passif locatif par un ajustement à l'actif du droit d'utilisation.

2.3. PRINCIPALES ESTIMATIONS ET JUGEMENTS

La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. Les jugements et estimations n'ont pas évolué de façon significative par rapport à ceux décrits dans la note 5 de l'annexe aux états financiers du 31 décembre 2017.

Le principe de continuité d'exploitation a été retenu compte tenu des éléments suivants :

- La situation déficitaire historique de la Société s'explique par le caractère innovant des produits développés impliquant une phase de recherche et de développement de plusieurs années, et par le financement de la force de vente. La Société est entrée depuis 2009 dans une phase de commercialisation active de ses produits ;
- La trésorerie disponible au 30 juin 2018 s'élevait à 8,7 M€ ; la Société dispose dès à présent de la capacité à préfinancer CIR 2018 à hauteur de 2.2 M€ et d'affacturer ses créances clients à hauteur d'un encours maximum de 5 M€ ;
- Le Groupe estime avoir besoin de nouvelles sources de financement pour être en mesure de couvrir ses activités opérationnelles et les investissements planifiés sur les 12 prochains mois à compter de la date de l'arrêté des présents comptes.
- Pour se doter des moyens financiers nécessaires, la société est en cours de négociation avec plusieurs partenaires financiers concernant différentes possibilités de financements essentiellement non dilutifs (notamment prêt à l'innovation, nouvelle tranche d'emprunt obligataire, financement bancaire syndiqué, reverse factoring, lease back).

Conformément à IAS 34.30, l'évaluation du Crédit d'Impôt Recherche à la fin de la période intermédiaire a été effectuée en proratisant les encaissements et remboursements de subventions et avances remboursables annuels estimés.

L'estimation des dépenses variables de personnel correspond à la meilleure estimation du management, sachant que le dernier trimestre est déterminant dans la réalisation des objectifs.

La charge d'impôt sur le résultat n'est pas estimée mais correspond à une taxe calculée sur des bases réelles pour l'établissement stable chinois.

3. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation est identique à celui de l'exercice 2017.

4. CHIFFRE D'AFFAIRES

La Société connaît une relative saisonnalité, où environ 35 à 40 % du chiffre d'affaires annuel est régulièrement constaté au cours du quatrième trimestre de l'exercice.

Le chiffre d'affaires par type de produits se décompose de la façon suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	%	30 juin 2017	%
Ventes de biens	9 487	85%	9 030	88%
Ventes de services	1 693	15%	1 262	12%
Total	11 180	100%	10 292	100%

Le chiffre d'affaires par zones géographiques se décompose comme suit.

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	%	30 juin 2017	%
EMEA	4 509	40%	4 718	46%
Amériques	1 599	14%	1 411	14%
Asie	5 073	45%	4 162	40%
Total	11 180	100%	10 292	100%

Le chiffre d'affaires par canal de distribution est le suivant :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	%	30 juin 2017	%
Direct	7 394	66%	7 081	69%
Distributeurs	3 786	34%	3 211	31%
Total	11 180	100%	10 292	100%

Pour les besoins de l'analyse géographique, la direction du Groupe alloue le chiffre d'affaires selon le lieu de la livraison des produits ou de la réalisation de la prestation de services (destination des ventes).

Qu'il s'agisse de ventes réalisées par le réseau de distributeurs du Groupe, ou bien par l'intermédiaire des commerciaux du Groupe, le traitement comptable du chiffre d'affaires reste identique, et conforme aux normes en vigueur en matière de reconnaissance de revenus.

La société n'a pas de factures à établir au titre des contrats clients au 31/12/2017 et au 30/06/2018. Les produits constatés d'avance au titre des contrats clients s'élevaient à 1056 K€ au 31/12/2017 et 1 188 K€ au 30/06/2018.

5. AUTRES REVENUS

Les autres revenus sont constitués essentiellement des produits liés à la technologie du groupe, non récurrents par nature, car ne rentrant pas dans le cadre de l'activité courante. Il n'y a pas eu d'autres revenus constatés au 1^{er} semestre 2018.

6. INFORMATION SECTORIELLE

La répartition des actifs corporels et incorporels par secteur géographique se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	31 déc. 2017
EMEA	19 827	18 571
Amériques	8	16
Asie	17	13
Total	19 853	18 601

L'information sectorielle sur le chiffre d'affaires est présentée en note 4.

7. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

L'évolution des immobilisations incorporelles s'analyse de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	Brevets / licences	Frais de développement	Autres	Total
Période close le 30 juin 2018				
Montant à l'ouverture	687	13 405	66	14 158
Acquisitions	74	1 577	298	1 949
Dotations aux amortissements	(79)	(1 051)	(1)	(1 131)
Montant à la clôture	682	13 932	363	14 976
Au 30 juin 2018				
Valeur brute	2 047	21 997	1 471	25 514
Amortissements cumulés	(1 365)	(8 065)	(1 108)	(10 538)
Valeur nette	682	13 932	363	14 976

<i>En milliers d'euros</i>	Brevets / licences	Frais de développement	Autres	Total
Exercice clos le 31 décembre 2017				
Montant à l'ouverture	779	11 525	29	12 333
Acquisitions	108	3 797	55	3 960
Dotations aux amortissements	(200)	(1 917)	(18)	(2 135)
Montant à la clôture	687	13 405	66	14 158
Au 31 décembre 2017				
Valeur brute	1 973	20 419	1 173	23 565
Amortissements cumulés	(1 286)	(7 014)	(1 107)	(9 407)
Valeur nette	687	13 405	66	14 158

Au 30 juin 2018, les coûts de développement d'un montant cumulé brut de 21 997 milliers d'euros sont constitués principalement des frais de développement des versions V3 à Ultimate (amortis en linéairement jusqu'à fin 2019), ainsi que des dépenses immobilisées au titre de la prochaine génération d'échographe sur laquelle travaille le groupe (immobilisation en cours non encore amortie pour 10,9 M€).

Le montant des frais de développement internes immobilisé au titre de la période s'élève à 1 577 milliers d'euros, correspondant à la prochaine génération d'échographe.

Le montant des acquisitions des autres immobilisations incorporelles au titre de la période s'élève à 298 milliers d'euros, principalement constitué (228 milliers d'euros) de frais engagés pour la phase de développement dans le projet de changement d'ERP. Pour cette immobilisation en cours, les amortissements n'ont pas encore commencés.

Il n'y a pas eu de constatation de perte de valeur en application de la norme IAS 36 au cours des périodes présentées.

8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Au cours de la période, le Groupe a procédé à des investissements en équipement de R&D (utilisation des nouvelles versions d'Aixplorer pour les travaux de recherches ou achat de matériel pour le

développement de la prochaine génération d'échographe), ainsi que du matériel informatique et de transport.

L'évolution des immobilisations corporelles a été comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Matériel, outillage, équipements technique	Matériel de bureau et informatique	Autres	Total
Exercice clos le 30 juin 2018				
Montant à l'ouverture	4 274	90	79	4 443
Acquisitions	649	39	16	704
Cessions	(7)	-	-	(7)
Amortissements	(160)	(43)	(63)	(266)
Écarts de conversion	1	2	0	3
Montant net à la clôture	4 756	88	33	4 876
Au 30 juin 2018				
Valeur brute	9 789	1 133	1 028	11 950
Amortissements cumulés	(5 033)	(1 046)	(995)	(7 074)
Valeur nette	4 756	88	33	4 876

<i>En milliers d'euros</i>	Matériel, outillage, équipements technique	Matériel de bureau et informatique	Autres	Total
Exercice clos le 31 décembre 2017				
Montant à l'ouverture	992	154	184	1 330
Acquisitions	3 657	53	16	3 725
Cessions	(136)	-	(47)	(183)
Amortissements	(225)	(110)	(86)	(421)
Écarts de conversion	(14)	(6)	12	(8)
Montant net à la clôture	4 274	90	79	4 443
Au 31 décembre 2017				
Valeur brute	9 147	1 092	1 011	11 251
Amortissements cumulés	(4 873)	(1 003)	(932)	(6 808)
Valeur nette	4 274	90	79	4 443

9. CONTRATS DE LOCATION

Le Groupe a fait le choix d'appliquer par anticipation la norme IFRS 16 à compter du 1^{er} janvier 2018.

Les mouvements relatifs aux droits d'utilisation et aux passifs locatifs sur le semestre se détaillent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	1 ^{er} janvier 2018 selon IFRS 16	Nouveaux contrats souscrits sur la période	Sorties liées aux fins de contrats	30 juin 2018 selon IFRS 16
Bâtiments	609	24		633
Equipements	103			103
Véhicules	78	35		113
Total des droits d'utilisation liés aux contrats de location - bruts	790	59	-	849

<i>En milliers d'euros</i>	1 ^{er} janvier 2018 selon IFRS 16	Nouveaux contrats souscrits sur la période	Dotation aux amortissements de la période	Sorties liées aux fins de contrats	30 juin 2018 selon IFRS 16
Bâtiments	-	-	(189)		(189)
Equipements	-	-	(18)		(18)
Véhicules	-	-	(31)		(31)
Total des amortissements des droits d'utilisation liés aux contrats de location	-	-	(238)	-	(238)
Bâtiments	609	24	(189)		444
Equipements	103		(18)		85
Véhicules	78	35	(31)		82
Total des droits d'utilisation liés aux contrats de location - nets	790	59	(238)	-	611

<i>En milliers d'euros</i>	1 ^{er} janvier 2018 selon IFRS 16	Nouveaux contrats souscrits sur la période	Paiements en capital sur la période	30 juin 2018 selon IFRS 16	Dont passifs locatifs courants	Dont passifs locatifs non courants
Bâtiments	609	24	(168)	465	337	128
Equipements	103		(17)	86	36	50
Véhicules	78	35	(27)	86	45	41
Total des passifs locatifs	790	59	(213)	637	417	219

Les droits d'utilisation s'élèvent au 30 juin 2018 à 849 K€ brut et 611 K€ nets et concernent les éléments suivants :

- Bâtiments 633 K€ relatifs aux locaux occupés par les différentes entités du Groupe à Aix-en-Provence, en Chine et aux Etats Unis.
- Equipements 103 K€
- Véhicules 113 K€

Leur durée moyenne résiduelle à compter du 30 juin 2018 est d'environ un an et demi.

La dotation sur droits d'utilisation sur le 1^{er} semestre 2018 s'élève à 238 K€, l'amortissement en capital des passifs locatifs à 213 K€ et les intérêts financiers à 26 K€. L'annulation de la charge de location liée et décaissée sur le semestre est de 239 K€.

La moyenne du taux marginal d'endettement utilisé pour l'actualisation de la dette sur les nouveaux contrats souscrits en 2018 est de 2% pour les bâtiments, et de 1% pour les équipements et véhicules. Aucune transaction de cession-bail n'est intervenue sur le semestre.

Aucune convention de sous-location n'est en vigueur sur le semestre.

Il n'existe pas de restrictions ou covenants inclus dans les contrats de location du Groupe.

Les charges comptabilisées relatives aux locations de courte durée et aux locations d'actifs de faible valeur unitaire non retraités selon IFRS 16 ne sont pas significatives sur le semestre.

10. AUTRES ACTIFS NON COURANTS

Les autres actifs non courants se décomposent de la façon suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	31 déc. 2017
Titres de placement et trésorerie nantis	51	51
Dépôts versés	290	286
Actifs mis à la disposition du contrat de liquidité	60	97
Total des Autres actifs non courants	401	434

Les autres actifs non courants sont constitués de trésorerie et titres nantis :

51 milliers d'euros de titres de placement qui ont été nantis au profit de la société PRIMOPIERRE à titre de caution sur les loyers des locaux d'Aix-en-Provence renégocié en 2016. Ce nantissement a été délivré pour une période de 9 ans et s'achèvera le 30 septembre 2024.

Les actifs mis à la disposition dans le cadre du contrat de liquidité s'élèvent à 60 milliers d'euros. Le contrat de liquidité est décrit en note 15.3.

11. STOCKS

Les stocks s'analysent de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	31 déc. 2017
Matières premières, pièces détachées	4 423	3 257
Produits en cours et finis	2 570	1 864
Matériels de démonstration	1 366	1 483
Total Stocks bruts	8 359	6 604
Dépréciation des stocks	(2 096)	(1 567)
Total Stocks nets	6 263	5 037

12. CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS

Les clients et comptes rattachés se décomposent de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	31 déc. 2017
Clients et comptes rattachés	10 094	10 419
Dépréciations clients douteux	(1 655)	(1 740)
Clients et comptes rattachés, nets	8 439	8 680

Les dépréciations de créances portent principalement sur 3 clients, un distributeur chinois et deux distributeurs brésiliens. La diminution de la provision se décompose principalement en une reprise de 114 K€ concernant un client des Emirats qui a soldé sa créance et des nouvelles dotations pour 24 K€.

Au 30 juin 2018, 5 082 milliers d'euros de créances étaient échues, dont 1 644 milliers d'euros provisionnées, portant à 3 438 milliers d'euros de créances échues mais non dépréciées. Elles sont relatives à des clients pour lesquels la Société a estimé qu'il n'y a pas de risque de non recouvrement de ces créances. Sur les 3 438 milliers d'euros de créances échues et non provisionnées, 50% ont été encaissées au mois de juillet 2018.

13. AUTRES ACTIFS COURANTS

Les autres actifs courants se décomposent de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	31 déc. 2017
Crédits d'impôts à recevoir	3 182	2 212
TVA à recevoir	728	739
Charges constatées d'avance	350	274
Avances fournisseurs	705	738
Subventions d'exploitation à recevoir - part courante	340	452
Autres créances	-	-
Total des autres actifs courants	5 306	4 414

Compte tenu de son statut de PME au sens communautaire, les créances relatives au Crédit d'Impôt Recherche (« CIR ») sont remboursées dans l'année qui suit leur comptabilisation.

La créance d'impôt a évolué de la façon suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	31 déc. 2017
Créances crédits d'impôts à l'ouverture	2 212	2 408
Encaissement CIR	-	(2 332)
CIR de la période	914	2 077
Ajustements CIR antérieurs	-	71
Autres	56	(11)
Créances d'impôts à la clôture	3 182	2 212

Les autres crédits d'impôts correspondent principalement au Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi, au Crédit Impôts Innovation et au Crédit Impôts Famille.

Au 30 juin 2018, le montant du CIR au titre de la période écoulée a été en partie préfinancé à hauteur de 91 %. À ce titre, figure dans les comptes une dette financière à court terme d'un montant de 862 milliers d'euros qui s'ajoute au financement du CIR 2017 qui s'élevait à 1,5 millions d'euros.

14. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se décomposent de la manière suivante :

En milliers d'euros	30 juin 2018	31 déc. 2017
Disponibilités	8 711	19 009
Valeurs mobilières de placement	8	8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8 720	19 017

Les disponibilités détenues en banque sont principalement en euros.

Au 30 juin 2018, le groupe dispose de lignes de trésorerie court terme utilisées pour un montant total de 5,6 millions d'euros, dont 1,5 millions d'euros de financement de CIR 2017, 0,9 millions d'euros de préfinancement du CIR 2018, et 2,7 millions d'euros de factoring de créances clients et 0,5 millions d'euros d'emprunt court terme auprès d'un organisme bancaire.

15. CAPITAUX PROPRES

Depuis le 10 avril 2014, les actions de la Société sont admises à la négociation sur le marché réglementé d'Euronext à Paris sous le code ISIN FR0010526814 et le mnémonique SSI.

15.1. CAPITAL SOCIAL

Les variations du capital se décomposent de la manière suivante sur la période :

	1er janvier 2018	Augmentation de capital	Frais d'émission	Imputation de pertes sur la prime d'émission	30 juin 2018
Actions ordinaires	23 209 127	207 500	-	-	23 416 627
Nombre total d'actions	23 209 127	207 500	-	-	23 416 627
<i>En milliers d'euros</i>					
Capital social	2 321	20,8	-	-	2 342
Prime d'émission	29 551	(21)	28	(10 192)	19 366

L'augmentation de capital correspond à l'acquisition de la première tranche du plan d'actions gratuites.

15.2. DIVIDENDES

La Société n'a jamais distribué de dividende et ne distribuera pas de dividendes au titre de l'exercice 2017.

15.3. CONTRAT DE LIQUIDITE

En date du 15/04/17, un contrat de liquidité a été conclu avec la société Gilbert Dupont. Ce contrat a été conclu pour une période de 12 mois s'achevant le 14 avril 2018 et renouvelable par tacite reconduction.

Au 30 juin 2018, dans le cadre du contrat de liquidité, le nombre d'actions auto-détenues au travers de ce contrat est de 107 379, ainsi que 60 milliers d'euros de liquidités.

Les actions détenues au travers de ce contrat minorent le montant des capitaux propres consolidés à hauteur de 180 milliers d'euros.

15.4. PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS

Le directoire a décidé le 26 avril 2018, après autorisation du conseil de surveillance, de modifier les conditions de performance des Actions de Performance 2017.

Les anciennes conditions de performance sont ainsi abandonnées au profit d'une nouvelle condition de performance (la « **Condition de Performance** ») correspondant à l'atteinte d'un objectif de rapport entre l'EBITDA et le Chiffres d'Affaires de la Société (le « **Ratio EBIDTA/CA** »). Cette condition devra également être évaluée chaque année pour la livraison de chacun des tranches restantes d'Actions de Performance 2017, à commencer par la tranche dont l'acquisition interviendra le 31 mars 2019.

Les Actions de Performance seront à livrer à chaque Bénéficiaire au titre de chaque tranche à l'issue de chaque Période d'Acquisition sous réserve de la réalisation d'une condition de performance (la « **Condition de Performance** ») par la Société correspond à l'atteinte d'un objectif de rapport entre l'EBITDA et le Chiffre d'Affaires de la Société (le « **Ratio EBIDTA/CA** »).

En mars 2018, 207 500 actions nouvelles ont été créées pour la livraison de la première tranche suite à l'atteinte des objectifs de performance.

À ce titre, la société a enregistré, au cours du semestre clos le 30/06/18, 221 milliers d'euros en charges sur ce plan, en tenant compte des conditions de d'acquisition de probabilités de présence et d'atteinte des conditions de performance.

Le 26 avril 2018, le directoire a attribué 114 000 actions gratuites de performance au bénéfice de salariés de la Société dans le cadre des autorisations consenties par l'assemblée générale mixte des actionnaires du 24 juin 2016.

Les Actions de Performance seront effectivement acquises et livrées aux bénéficiaires par tranches dans les proportions suivantes à l'issue des périodes d'acquisition suivantes :

- à hauteur de vingt pour cent (20 %) à l'issue d'une période d'acquisition de douze (12) mois à compter de l'Attribution,
- à hauteur de vingt pour cent (20 %) à l'issue d'une période d'acquisition de vingt-quatre (24) mois à compter de l'Attribution,
- à hauteur de vingt pour cent (20 %) à l'issue d'une période d'acquisition de trente-six (36) mois à compter de l'Attribution,
- à hauteur de vingt pour cent (20 %) à l'issue d'une période d'acquisition de quarante-huit (48) mois à compter de l'Attribution,
- à hauteur de vingt pour cent (20 %) à l'issue d'une période d'acquisition de soixante (60) mois à compter de l'Attribution.

Pendant les périodes d'acquisition, les bénéficiaires ne seront pas titulaires des actions qui leur auront été attribuées et les droits résultant de cette attribution seront incessibles. Les actions gratuites seront livrées à leurs bénéficiaires à l'expiration de cette période d'acquisition.

La livraison des Actions de Performance est réservée aux bénéficiaires ayant conservé la qualité de salarié ou de mandataire social de la Société ou d'une société liée sans interruption pendant la période d'acquisition pour chaque tranche, sauf cas particulier visé au Plan et ci-dessous.

Sauf cas exceptionnel apprécié par le Conseil d'Administration, tout bénéficiaire perd irrévocablement ses Actions de Performance au titre des tranches non encore acquises :

- en cas de démission effective avant la fin d'une période d'acquisition, la perte des Actions de Performance prendra effet au jour de la fin du contrat de travail ou du mandat social du bénéficiaire ;
- en cas de licenciement ou de révocation pour quel que motif que ce soit avant la fin de la période d'Acquisition, la perte des Actions de Performance prendra effet au jour de la notification du licenciement ou de la révocation selon le cas.

Les Actions de Performance seront à livrer à chaque Bénéficiaire au titre de chaque tranche à l'issue de chaque Période d'Acquisition sous réserve de la réalisation d'une condition de performance (la « **Condition de Performance** ») par la Société correspond à l'atteinte d'un objectif de rapport entre l'EBITDA et le Chiffre d'Affaires de la Société (le « **Ratio EBITDA/CA** »).

Le Ratio EBITDA/CA est calculé pour chaque tranche en divisant le montant de l'EBITDA par le Chiffres d'Affaires de la Société réalisé sur le dernier exercice social clôturé à la Date d'Acquisition Définitive correspondante. Si le Ratio EBITDA/CA réalisé est égal ou supérieur à 80% de l'objectif du Ratio EBITDA/CA pour l'exercice en question, le nombre d'Actions à livrer sera égal à 100 % des Actions de Performance attribuées pour la tranche en question, hors cas d'ajustement visés dans l'article 7 ci-dessous. En dessous de 80% de l'objectif du Ratio EBITDA/CA, aucune Action ne sera à livrer pour la tranche en question.

À ce titre, la société a enregistré, au cours du semestre clos le 30/06/18, 7 milliers d'euros en charges sur ce plan, en tenant compte des conditions de d'acquisition de probabilités de présence et d'atteinte des conditions de performance.

16. DETTES FINANCIERES

Les dettes financières s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	31 déc. 2017
Non courant		
Avance remboursable Oséo – Tuce	204	204
Avance remboursable Oséo – Icare	1 040	1026
Emprunt obligataire	6 383	7751
Composante BSA-put option	533	514
Emprunts à long terme	1 800	1800
Total non courant	9 960	11 294
Courant		
Avance remb. Business France	15	15
Avance remboursable Oséo – Tuce	204	204
Emprunts à court terme	5 671	4060
Emprunt obligataire	3 389	2755
Total courant	9 279	7 034

Les dettes financières se composent principalement :

- d'avances remboursables ;
- d'un emprunt obligataire ;
- d'emprunts à court terme correspondant à une ligne de factoring de créances clients 2,7M€, du préfinancement du CIR 2018 pour 0,9 M€, du financement de CIR 2017 pour 1,5M€ et 0,51M€ d'emprunt bancaire court terme.
- d'un emprunt BPI innovation à long terme pour 1,8M€

17. AUTRES PASSIFS NON COURANTS

Les autres passifs non courants sont détaillés ci-après :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	31 déc. 2017
Fournisseurs - part non courante	454	478
Produits constatés d'avance - part non courante	466	429
Total	920	907

La part non courante des fournisseurs correspond principalement aux paiements futurs actualisés des redevances minimales fixes sur les brevets et licences acquises.

La part non courante des produits constatés d'avance correspond aux contrats de maintenance dont la durée est supérieure à 1 an.

18. FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés se décomposent de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	31 déc. 2017
Fournisseurs	5 698	5 704
Dont Part Courante	5 244	5 226
Dont Part Non Courante	454	478

19. AUTRES PASSIFS COURANTS

Les autres passifs courants se décomposent de la façon suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	31 déc. 2017
Dettes sociales	2 302	2 966
Produits constatés d'avance - part courante	898	868
Provisions pour risques et charges-part courante (cf. détails)	566	685
Dettes fiscales	320	810
Avances reçues sur commandes	175	307
Divers	11	14
Total des autres passifs courants	4 272	5 650

Les produits constatés d'avance concernent, d'une part, les revenus liés à la technologie non intégralement reconnus à la signature du contrat mais étalés sur la période concernée, et d'autre part, les produits de subvention d'exploitation étalés au rythme des charges encourues, et les prestations de service (principalement maintenance, service après-vente, extensions de garantie) dont le revenu est reconnu lorsque le service a été rendu.

Au cours de la période, le groupe a perçu 98 milliers d'euros de subvention contre 80 milliers d'euros sur la même période en 2017.

Les provisions courantes pour risques et charges se décomposent de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	Garantie	Autres	Total
Au 1er janvier 2017	492	-	492
- Dotation aux provisions	818	150	968
- Reprise de provision utilisée	(775)	-	(775)
- Reprise de provision non utilisée	-	-	-
- Ecart de conversion	-	-	-
Au 31 décembre 2017	535	150	685
Au 1er janvier 2018	535	150	685
- Dotation aux provisions	228	-	228
- Reprise de provision utilisée	(314)	-	(314)
- Reprise de provision non utilisée	-	(34)	(34)
- Ecart de conversion	-	-	-
Au 30 juin 2018	449	116	566

Sur la période, les provisions pour risques et charges comprennent notamment les provisions pour garanties qui sont des provisions courantes. En effet, les ventes réalisées par le Groupe sont assorties d'une période de garantie d'un an. L'évaluation du coût de la garantie ainsi que la probabilité d'engagement de ces coûts est basée sur l'analyse des données historiques. La provision correspond au nombre de mois de garantie restant à courir à la date de clôture sur l'ensemble des équipements vendus. Les dotations et reprises aux provisions pour garanties données aux clients sont enregistrées en compte de résultat dans les coûts directs des ventes.

20. INSTRUMENTS FINANCIERS PAR CATEGORIE

La norme comptable IFRS 9 relative aux instruments financiers a été appliquée aux éléments ci-dessous.

La juste valeur d'instruments financiers négociés sur un marché actif, tels que les valeurs mobilières de placement, est fondée sur le prix de marché à la date de clôture. Les prix de marché utilisés pour les actifs financiers détenus par la Société sont les cours acheteurs en vigueur sur le marché à la date d'évaluation. La valeur nominale, diminuée des provisions pour dépréciation, des créances et dettes courantes est présumée avoisiner la juste valeur de ces éléments, de même que pour les dettes financières à taux variable.

Au 30 juin 2018 :

<i>En milliers d'euros</i>	Prêts et créances	Actifs à la juste valeur par résultat	Total
Titres de placement et trésorerie nantis	-	51	51
Dépôts versés	290	-	290
Clients et comptes rattachés	8 439	-	8 439
Actifs mis à la disposition du contrat de liquidité	-	60	60
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	8 720	8 720
Total 30 juin 2018	8 729	8 831	17 560
	Passifs à la juste valeur par résultat	Passifs financiers évalués au coût amorti	Total
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-	5 698	5 698
Emprunt obligataire	-	10 305	10 305
Emprunt	-	7 471	7 471
Avances remboursables	-	1 462	1 462
Total 30 juin 2018	-	24 936	24 936

Au 31 décembre 2017 :

<i>En milliers d'euros</i>	Prêts et créances	Actifs à la juste valeur par résultat	Total
Titres de placement et trésorerie nantis	-	51	51
Dépôts versés	286	-	286
Clients et comptes rattachés	8 680	-	8 680
Actifs mis à la disposition du contrat de liquidité	-	97	97
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	19 017	19 017
Total 31 décembre 2017	8 854	19 277	28 131
	Passifs à la juste valeur par résultat	Passifs financiers évalués au coût amorti	Total
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-	5 704	5 704
Emprunt obligataire	-	11 020	11 020
Emprunt	-	5 860	5 860
Avances remboursables	-	1 448	1 448
Total 31 décembre 2017	-	24 033	24 033

21. RECLASSEMENT ANALYTIQUE

Le groupe a choisi d'affiner les axes analytiques précédemment utilisés. Suite à cela, des reclassements ont été effectués sur les comptes comparatifs, 30 juin 2017 tels qu'initialement publiés, afin de mieux représenter l'activité de l'entreprise.

Le tableau ci-dessous présente l'impact de ces reclassements sur les États financiers consolidés semestriels au 30 juin 2017 comparatifs :

<i>En milliers d'euros</i>	Note	30 juin 2017 publié	Reclassements Analytiques	30 juin 2017 retraité
Chiffre d'affaires	4	10 292		10 292
Autres revenus	5	-		-
Revenus		10 292		10 292
Coût des ventes	20	(5 556)		(5 556)
Marge brute		4 736		4 736
Marge brute sur chiffre d'affaires⁽¹⁾		4 736		4 736
Taux de marge brute en % du chiffre d'affaires⁽²⁾		46,00%		46,00%
Frais de recherche et développement	23	(2 060)	(105)	(1 955)
Frais commerciaux et de marketing	24	(5 652)	(313)	(5 339)
Frais généraux et administratifs	25	(2 873)	(344)	(2 530)
Frais Opérations	26		762	(762)
Autres produits / (charges) opérationnels	27	69		69
Résultat opérationnel courant		(5 780)		(5 780)
Autres produits / (charges) opérationnels non courants	28	-		-
Résultat opérationnel		(5 780)		(5 780)
Produits financiers		(2)		(2)
Charges financières		(1 598)		(1 598)
Résultat financier	30	(1 599)		(1 599)
Résultat avant impôts		(7 380)		(7 380)
Charge d'impôts sur le résultat		(11)		(11)
Résultat net		(7 391)		(7 391)
Résultat revenant aux :				
Actionnaires de la Société		(7 391)		(7 391)
Intérêts minoritaires		-		-

Le département « opérations » regroupe désormais les départements achat, logistique, administration des ventes, satisfaction client, introduction d'un nouveau produit, & service.

- Les départements « Achats », « logistique », « satisfaction client » présentés jusqu'alors en frais généraux & administratifs sont désormais présentés dans le groupe « Opérations ». Le montant reclassé au 30 juin 2017 s'élève à 344 milliers d'euros.
- Les départements « Administration des ventes », et la branche « Service » du groupe jusqu'alors présentés en frais commerciaux et de marketing sont désormais présentés dans le groupe « Opérations ». Le montant reclassé au 30 juin 2017 s'élève à 313 milliers d'euros.
- Le département « introduction d'un nouveau produit » présenté jusqu'alors en frais de recherche & développement est désormais présenté dans le groupe « opérations ». Le montant retraité au 30 juin 2017 s'élève à 105 milliers d'euros.

22. COUT DES VENTES

La marge brute sur les 2 périodes se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	30 juin 2017
Chiffre d'affaires	11 180	10 292
Coût des ventes	(6 619)	(5 556)
Marge brute sur Chiffre d'affaires	4 561	4 736
Taux de marge brute en % du chiffre d'affaires	40,8%	46,0%
Revenus totaux	11 180	10 292
Coût des ventes	(6 619)	(5 556)
Marge brute sur revenu total	4 561	4 736
Taux de marge brute en % du revenu total	40,8%	46,0%

Le taux de marge brute sur chiffre d'affaires évolue de 46% sur le premier semestre 2017 à 40,8% sur le premier semestre 2018.

23. FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les frais de recherche et développement se décomposent de la manière suivante (hors frais de recherche et développement activés en immobilisations incorporelles) :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	30 juin 2017
Personnel	262	667
Honoraires, Services extérieurs	64	401
Frais de voyage et d'animation	20	56
Dotations aux provisions et amortissements	1 097	951
Achats et consommables	117	-148
Autres	112	107
Sous total dépenses	1 672	2 033
Subventions d'exploitation	(63)	(77)
Crédit d'impôt recherche	(12)	-
Sous total produits	(75)	(77)
Total	1 597	1 955

Les frais de recherche et développement totaux se décomposent de la manière suivante incluant les frais de recherche et développement activés en immobilisations incorporelles :

Au 30 juin 2018 :

<i>En milliers d'euros</i>	Charges de R&D	Charges immobilisées	Dépenses engagées
Personnel	262	1 738	2 000
Honoraires, Services extérieurs	64	288	352
Frais de voyage et d'animation	20	118	138
Dotation aux provisions et amortissements	1 097	122	1 219
Achats et consommables	117	135	252
Autres	112	78	190
Sous total dépenses	1 672	2 479	4 151
Subventions d'exploitation	(63)		(63)
Crédit d'impôt recherche	(12)	(902)	(914)
Sous total produits	(75)	(902)	(977)
Total	1 597	1 577	3 174

Au 30 juin 2017 retraité :

<i>En milliers d'euros</i>	Charges de R&D*	Charges immobilisées*	Dépenses engagées*
Personnel	667	1 646	2 313
Honoraires, Services extérieurs	401	989	1 390
Frais de voyage et d'animation	56	24	80
Dotation aux provisions et amortissements	951	165	1 116
Achats et consommables	(148)	203	55
Autres	107	47	154
Sous total dépenses	2 033	3 074	5 107
Subventions d'exploitation	(77)	-	(77)
Crédit d'impôt recherche		(1 044)	(1 044)
Sous total produits	(77)	(1 044)	(1 121)
Total	1 955	2 031	3 986

La société a poursuivi sur la période ses programmes de développement orientés vers de nouvelles fonctionnalités de l'Aixplorer®, et sur la plateforme de prochaine génération d'échographie.

Les dépenses de recherche et développement comptabilisées sur l'exercice se composent principalement des salaires de l'équipe R&D et de coûts de sous-traitance. Elles intègrent également la charge d'amortissement des coûts de développement activés.

24. FRAIS COMMERCIAUX ET DE MARKETING

Les frais commerciaux et de marketing se décomposent de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	30 juin 2017
Personnel	2 847	2 584
Honoraires, Services extérieurs	785	954
Frais de voyage et d'animation	1 137	1 181
Dotations aux provisions et amortissements	247	219
Autres	307	401
Total	5 322	5 339

Les frais commerciaux et de marketing incluent principalement les coûts :

- de déploiement commercial ;
- de développement de la force de vente associée ;
- les frais généraux engagés par les filiales commerciales.

25. FRAIS GENERAUX ET ADMINISTRATIFS

Les frais généraux et administratifs se décomposent de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	30 juin 2017
Personnel	1 334	1 363
Honoraires, Services extérieurs	785	805
Frais de voyage et d'animation	89	30
Dotations aux provisions et amortissements	274	110
Autres	-74	222
Total	2 408	2 530

Les frais généraux et administratifs incluent principalement les coûts :

- des salaires des départements « direction générale », « direction administrative et financière », « informatique », « affaires réglementaire et qualité » et le département « Test ».
- des honoraires d'audit, d'avocats et de consultants, des coûts liés aux affaires réglementaires et à la qualité (obtention des certifications pour les produits du Groupe)
- des coûts d'assurance à l'exclusion de ceux pris en compte en frais commerciaux et de marketing

26. FRAIS OPERATIONS

Les frais du département opérations se décomposent de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	30 juin 2017
Personnel	533	522
Honoraires, Services extérieurs	31	56
Frais de voyage et d'animation	19	34
Dotations aux provisions et amortissements	33	46
Autres	84	104
Total	700	762

La société a souhaité suivre et présenter le groupe « Opérations ». Ce Groupe englobe principalement la branche industrielle de l'entreprise.

Sa fonction se détaille ainsi :

- Définir la politique en matière de production industrielle en cohérence avec la stratégie globale de l'entreprise.
- Effectuer les choix d'investissement concernant l'outil de production
- Optimiser de façon transversale les moyens de production : piloter la mise en œuvre d'un système d'information, développer les synergies entre les sites de production...
- Conclure des partenariats industriels

- Piloter la politique d'achats et de sous-traitance industrielle de l'entreprise

Les frais d'opérations incluent principalement les coûts des départements : « achats », « logistique », « satisfaction client », « administration des ventes » et la branche « Service » du Groupe.

27. AUTRES PRODUITS / (CHARGES) OPERATIONNELS

Les autres produits / (charges) opérationnels se décomposent de la manière suivante :

En milliers d'euros	30 juin 2018	30 juin 2017
Dotation aux provisions clients	(24)	(34)
Divers	-	-
Autres charges opérationnelles	(24)	(34)
Reprise de provisions clients, non utilisées	115	103
Divers	-	-
Autres produits opérationnels	115	103
Autres produits et charges opérationnels	91	69

28. AUTRES PRODUITS / (CHARGES) OPERATIONNELS NON COURANTS

En milliers d'euros	30 juin 2018	30 juin 2017
Frais externes liés aux litiges	827	-
Autres charges opérationnelles non courante	827	-

Les autres produits / (charges) opérationnels non courants sont comptabilisés en application des méthodes décrites en note 3.26 sur la détermination du résultat opérationnel non courant du document de référence 2017.

Sur la période, ils correspondent à une charge exceptionnelle liée, notamment, aux frais externes engagés dans le cadre du litige décrit en note 33.

29. CHARGES D'EXPLOITATION PAR NATURE

Les charges d'exploitation par nature se décomposent de la manière suivante (hors frais de recherche et développement activés en immobilisations incorporelles, voir détails en note 23) :

En milliers d'euros	30 juin 2018	30 juin 2017
Achats y compris variation de stocks	5 218	5 185
Dotation aux amortissements	1 507	1 181
Salaires et traitements	4 308	4 374
Charges sociales	1 140	1 259
Impôts et taxes	230	178
Sous-traitance	245	122
Services extérieurs	736	1 008
Frais de voyage et d'animation	1 034	1 004
Charges de Location	24	405
Marketing et publicité	403	459
Honoraires, commissions	1 946	1 395
Subventions et crédit d'impôt recherche	(75)	(84)
Dotation et Reprises de provisions	390	(718)
Autres	276	304
Total	17 382	16 072

30. PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

Les produits et charges financiers se décomposent de la manière suivante :

En milliers d'euros	30 Juin 2018	30 Juin 2017
Perte de change	0	(363)
Intérêts financiers	(952)	(1 235)
Charges financières	(952)	(1 598)
Gains de change	27	0
Intérêts financiers	2	(2)
Produits financiers	29	(2)
Résultat Financier	(923)	(1 599)

Le résultat financier s'améliore de 676 milliers d'euros pour :

- +283 milliers d'euros de diminution des intérêts financiers avec notamment :
 - + 717 milliers d'euros dus au remboursement anticipé de l'emprunt Norgine sur S1 2017 qui plus d'impact sur 2018
 - -434 milliers d'euros de frais financiers, principalement liés à l'emprunt Kreos souscrit en mars 2017
- +390 milliers d'euros d'amélioration du résultat de change.

31. RESULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice :

	30 juin 2018	30 juin 2017
Perte attribuable aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	(7 179)	(7 391)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	23 310 571	16 966 258
Nombre moyen pondéré d'actions auto-détenues	(103 300)	(67 938)
Résultat net par action (en euros)	(0,31)	(0,44)

Le résultat étant une perte, le résultat dilué par action est égal au résultat de base par action.

32. ACCORDS DE LICENCES

32.1. LICENCES ACQUISES OU PRISES

Lors de sa création, le groupe a conclu des accords de licences sur des brevets de base.

Lors de la deuxième levée de fonds en 2008, le groupe a fait l'acquisition des brevets CNRS licenciés lors de sa création, et de la quote-part du CNRS sur les brevets pris en copropriété issus du contrat cadre de collaboration avec le CNRS (contrat 2006 à 2008). Ces accords prévoient également le versement de royalties.

En 2014, la Société a signé un nouvel accord de licence mondiale non exclusive sur l'ensemble du portefeuille de brevets d'un acteur majeur de l'industrie, dans le domaine de l'équipement et des méthodes de l'imagerie médicale par ultrasons.

À ce jour, le groupe est engagé au versement de royalties dont le montant est indexé sur une partie de son chiffre d'affaires et dont la charge est comptabilisée dans le poste Coûts des ventes.

32.2. LICENCES OCTROYEES

En 2014, le groupe a signé un accord croisé avec un acteur industriel. Au travers de cet accord, le groupe lui a concédé des accès à sa technologie, restreints à des applications dans des conditions d'utilisation spécifiques. Conformément aux normes IFRS, l'intégralité de ces redevances avait été reconnue en « Autres revenus » en 2014. Cet acteur s'est également engagé à ne pas opposer à la Société les brevets dont elle est propriétaire dans le domaine de l'imagerie médicale par ultrasons. Depuis aucune autre licence n'a été octroyée.

33. PASSIF EVENTUEL LIE A L'ACTIVITE COURANTE

En date du 22 novembre 2017, la société Verasonics, Inc. a déposé une plainte auprès du tribunal de district des Etats-Unis pour le district occidental de Washington, dans laquelle elle allègue que SuperSonic Imagine enfreint 3 de ses brevets américains et des prétendus secrets d'implémentation. La société SuperSonic Imagine nie ces revendications et se défendra vigoureusement contre celles-ci.

SuperSonic Imagine conteste la validité et légitimité de la propriété intellectuelle revendiquée.

Dans la mesure où la Société conteste cette accusation et étant donné le peu d'élément au 30 juin 2018, aucune provision n'a été comptabilisée.

34. ENGAGEMENTS

34.1. INVESTISSEMENTS

Les commandes d'immobilisations engagées mais non encore réalisées ne sont pas significatives.

34.2. NANTISSEMENT DE COMPTES BANCAIRES

Afin de garantir l'ensemble des obligations prises par la Société au titre du contrat de Venture Loan, celle-ci a consenti différentes sûretés en cas de défaut : nantissement de comptes bancaires, nantissement de certaines créances et nantissement de certains droits de propriété intellectuelle (brevets et marques).

NANTISSEMENT DE TITRES DE PLACEMENT

Des titres de placement à hauteur de 51 milliers d'euros ont été nantis au profit de la société BNP Paribas Real Estate à titre de caution sur les loyers des locaux d'Aix-en-Provence. Ce nantissement a été délivré pour une période de 9 ans et s'achève le 30 septembre 2024.

34.3. AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

AVANCE REMBOURSABLE ICARE :

La Société a reçu une avance remboursable Bpifrance pour 863 milliers d'euros au titre du programme Icare, ainsi qu'une subvention à hauteur de 1 775 milliers d'euros.

Le contrat initial stipule que l'avance sera remboursée en fonction des ventes futures de produits issues du projet, et ce jusqu'à l'exercice clôturant en 2022. Les remboursements pourront donc excéder le montant nominal encaissé.

Fin 2017, la Société a trouvé un accord avec Bpifrance, financeur de ce programme, notamment sur l'assiette du chiffre d'affaires à considérer pour les versements futurs, dans la mesure où une partie des objectifs initiaux n'ont pas aboutis.

La part des versements à effectuer excédant le montant de l'avance est comptabilisée au bilan et correspond à 25% de l'avance remboursable reçue.

AVANCE REMBOURSABLE TUCE :

Une avance remboursable non rémunérée a été accordée, d'un montant total de 0,4 million d'euros pour le programme TUCE, dont 77 milliers d'euros reçus 26 juin 2012, 242 milliers d'euros reçus le 01 juillet 2015, 27 milliers d'euros le 13 juin 2016 et 61 milliers d'euros le 05 juillet 2017. Les remboursements seront effectués en fonction des ventes futures de produits issues du projet, et pourront donc excéder le montant nominal encaissé, mais en l'absence d'estimation fiable du montant à payer jusqu'en 2023, ce montant n'est pas comptabilisé au bilan

BUSINESS FRANCE :

Une avance remboursable du programme Export+ santé Cosmétique couvrant les coûts d'enregistrement et de certification dans la limite de 50 % du montant global et de 200 000 euros a été accordée. Ce programme vise à accompagner la croissance des entreprises. Une avance de 15 K€ a été versée le 21 décembre 2016.

Les remboursements ainsi qu'une majoration de 7,5 % seront effectués si dans une période de 18 mois à 3 ans à compter de la certification, le chiffre d'affaires pour les produits et le pays concernés est égal ou supérieur à deux fois le montant des dépenses que l'avance a contribué à financer.

FINANCEMENT PAR CESSIION DE CREANCES

Un contrat de mobilisation de créances mis en place en décembre 2016 auprès d'un fonds commun de titrisation, a permis de préfinancer 91 % du montant du CIR 2018 prévisionnel au 30 juin 2018 soit 0,9 milliers d'euros.

Un contrat de cession de créance mis en place en mars 2018 auprès d'un établissement bancaire a permis de financer 80% du montant du CIR 2017 soit 1,5 millions d'euros.

FINANCEMENT PAR LIGNE D'AFFACTURAGE

Un contrat d'affacturage mis en place en janvier 2017 auprès d'une société de financement, a permis d'obtenir un encours de financement au 30 juin 2018 de 2,7 millions d'euros.

34.4. ENGAGEMENTS REÇUS

Le montant des créances clients à la clôture fait l'objet d'une clause de réserve de propriété prévue dans les conditions générales de vente, au bénéfice du groupe.

35. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les parties liées correspondent exclusivement aux membres du directoire et du conseil de surveillance devenu conseil d'administration au cours du semestre.

Les rémunérations versées sur le semestre n'ont pas évolué de façon significative par rapport à 2017 tel que décrit dans le document de référence 2017.

36. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLOTURE

Après l'obtention de l'homologation par la FDA de sa nouvelle plateforme AixPlorer Mach30 en juin 2018, la société a obtenu le marquage en juillet 2018. Le troisième trimestre verra la montée en charge industrielle et commerciale de ce produit.

37. FACTEURS DE RISQUES

Les facteurs de risques tels que décrits dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 27 avril 2018 n'ont pas évolué de façon significative à ce jour.

5. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

AREXPERT AUDIT

26, boulevard Saint-Roch
B.P. 278
84011 Avignon Cedex 1
S.A.S. au capital de € 131.922
702 621 590 R.C.S. Avignon

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Nîmes

ERNST & YOUNG et Autres

1025, rue Henri Becquerel
C.S. 39520
34961 Montpellier Cedex 2
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

SuperSonic Imagine

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2018

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société SuperSonic Imagine, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle
Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note 2.3 « Principales estimations et jugements » de l'annexe aux comptes semestriels consolidés résumés qui expose les hypothèses qui sous-tendent le principe de continuité d'exploitation ;
- la note 2.2 « Principales méthodes comptables » de l'annexe aux comptes semestriels consolidés résumés concernant l'application au 1^{er} janvier 2018 des nouvelles normes IFRS 9 « Instruments financiers », IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » et IFRS 16 « Contrats de location ».

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Avignon et Montpellier, le 10 septembre 2018

Les Commissaires aux Comptes

AREXPERT AUDIT

ERNST & YOUNG et Autres

Johan Azalbert

Frédérique Doineau

Xavier Senent



SUPERSONIC
imagine

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL - 30 JUIN 2018

SuperSonic Imagine - Les Jardins de la Duranne - 510, rue René Descartes - F-13857 - Aix-en-Provence - France